

Mitteilungsblatt der Schweizerischen Gesellschaft für Parlamentsfragen
Bulletin d'information de la Société suisse pour les questions parlementaires
Bollettino d'informazione della Società svizzera per le questioni parlamentari

P A R L A M E N T
P A R L E M E N T
P A R L A M E N T O

Schwerpunkt • le thème • il tema

NEW PUBLIC MANAGEMENT

Mitteilungen • nouvelles • notizie

News

Brains and more... Portraits

Christine Rustichelli



Inhaltsverzeichnis • Index • Indice

I	Begrüßungsworte des Präsidenten	3
	Le président vous souhaite la bienvenue Il presidente vi saluta	
I	Schwerpunkt • le thème • il tema	
	Dr. B. Hösly: New Public Management (NPM): Herausforderung für die Parlamente?	4
	NPM: un défi pour les parlements?	9
I	Mitteilungen • nouvelles • notizie	15
	Bund • Confédération • Confederazione Kantone • Cantons • Cantoni Gemeinden • Communes • Comuni	
I	Forschung • recherche • ricerca	21
I	Brains and more....Portraits	24
I	Korrespondenten und Korrespondentinnen • correspondents et correspondentes • corrispondenti	25

Schwerpunkt • le thème • il tema

- Dr. Balz Hösly stellt vier Thesen vor, damit NPM Ihnen nicht allzu chinesisch vorkommt.
- Le Dr. Balz Hösly vous présente quatre thèses. Mot d'emploi, traduction et explication afin de pouvoir lire tous les signes de la Nouvelle Gestion Publique.
- Il dott. Balz Hösly presenta quattro tesi che permettano capire meglio il significato del NPM.

Forschung • recherche • ricerca

Auch diese Rubrik ist NPM gewidmet. Bibliographische Hinweise geben Anstoss zu neuer oder erneuter Lektüre von Fachliteratur, das Projekt Gemeindereformen stellt sich vor und Sie finden Links zu NPM und Reformen auf dem Internet.

Madame Christine Rustichelli

La secrétaire du Parlement de la ville de Bienne nous confie l'état d'âme du parlement et des ses services avant l'événement du siècle prochain - l'EXPO 2001. Elle exprime aussi ses attentes envers la SSQP et lance un appel au dialogue entre les membres de ce tout nouveau forum.

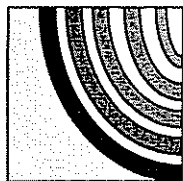
Impressum

Das Mitteilungsblatt der Schweizerischen Gesellschaft für Parlamentsfragen erscheint 3mal jährlich und wird durch die Schweizerische Gesellschaft für Parlamentsfragen herausgegeben. Druck und Versand: Sekretariat SPK, Parlamentsdienste, 3003 Bern. Redaktion und Produktion: Michael Meyrat, Institut für Politikwissenschaft, Unitobler, Lerchenweg 36, CH-3000 Bern 9, Tel.: 031 631.37.87, Fax.: 031 631.85.90, e-mail: MEYRAT@ipw.unibe.ch. Redaktionsschluss ist am 15. April, 15. September und 15. Dezember. Die von den AutorInnen vertretenen Meinungen müssen sich mit derjenigen des Redaktions-Teams nicht decken. Die Verantwortung für die einzelnen Beiträge liegt bei den AutorInnen. Mitteilungen können direkt an Michael Meyrat geschickt werden, vorzugsweise per e-mail oder per fax mit einer Mindestschriftgröße von 12 Pt. und 1.5 Zeilenabstand.

Le bulletin d'information SSQP paraît 3 fois l'an et est publié par la Société suisse pour les questions parlementaires. Impression et distribution: Secrétariat CIP, Services du Parlement, 3003 Berne. Rédaction et production: Michael Meyrat, Institut de Science Politique, Unitobler, Lerchenweg 36, CH-3000 Berne 9, Tél.: 031 631.37.87, Télécopie: 031 631.85.90, e-mail MEYRAT@ipw.unibe.ch. Le délai rédactionnel est le 15 avril, le 15 septembre et le 15 décembre. Les avis exprimés par le auteurEs sont de leur seule responsabilité et ne doivent en aucun cas correspondre à ceux de la rédaction. Les nouvelles peuvent être transmises directement au rédacteur, si possible par voie électronique ou par télécopie avec une grandeur d'écriture de 12 pt. au minimum et 1.5 d'écart interlignes.

Il Bollettino d'informazione SSQP viene pubblicato 3 volte all'anno dall'Associazione svizzera per le questioni parlamentari (SSQP). Stampa e distribuzione: Segr. CIP, Servizi del Parlamento, 3003 Berna. Redazione e produzione: Michael Meyrat, Istituto di Scienze Politiche, Unitobler, Lerchenweg 36, CH-3000 Berna 9, Tel.: 031 631.37.87, Fax.: 031 631.85.90, e-mail: MEYRAT@ipw.unibe.ch. Il termine redazionale è fissato al 15 aprile, al 15 settembre e al 15 dicembre. Le opinioni espresse dagli autori non devono collimare con quelle della redazione. Gli autori sono responsabili delle loro opinioni. Le informazioni possono essere trasmesse direttamente a Michel Meyrat, possibilmente per e-mail o per fax con una grandezza di caratteri di almeno 12 pt. e interlinea di 1.5.





Begrüßungsworte des Präsidenten

Le président vous souhaite la bienvenue

Il presidente vi saluta

Du pain sur la planche!

Voici donc le premier bulletin de la Société suisse pour les questions parlementaires. J'aimerais tout d'abord souhaiter ici la bienvenue à notre rédacteur, M. Michael Meyrat, et à nos lecteurs en espérant que ceux qui nous lisent trouveront intérêt aux questions que nous voulons traiter et que ceux d'entre-eux qui ne sont pas encore membre de notre société le deviennent en étant convaincus que le développement continu des affaires publiques rend nécessaire l'examen des problèmes touchant au fonctionnement de nos parlements, qu'ils soient communaux, cantonaux ou fédéral.

Le parlement est l'illustration même de l'un de nos trois pouvoirs, le législatif, même si d'autres que lui l'exercent aussi (le peuple parfois et le gouvernement souvent). Cela démontre que dans nos démocraties modernes, les mécanismes institutionnels sont devenus complexes, tandis que la place, les compétences et le fonctionnement de nos parlements doivent être constamment réexaminés et défendus.

Défendus? Sans doute, car les différents pouvoirs sont constamment en mouvement les uns vis-à-vis des autres et cherchent naturellement à accroître leur champs d'activité. Mais pour avoir exercé pendant 12 ans des fonctions dans un exécutif cantonal et pendant 22 ans dans des parlements communal, cantonal et fédéral, sans compter des fonctions juridictionnelles, j'ai acquis la conviction que les pouvoirs ne doivent pas jouer les uns contre les autres, mais qu'ils doivent collaborer, car ils sont ensemble responsables du fonctionnement harmonieux de l'Etat à l'égard des citoyens dont ils tirent tous, directement ou indirectement, leur légitimité.

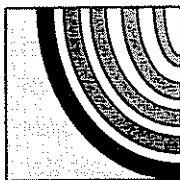
Montesquieu avait une vue claire de la séparation des pouvoirs, qui n'a de fait jamais été intégralement appliquée.

Aujourd'hui, les contours sont beaucoup moins nets. Dans certains domaines, les parlements donnent parfois l'impression de n'être que des chambres d'enregistrement des décisions de l'exécutif. Dans d'autres, ils cherchent à influencer des décisions d'exécution voir même à se substituer aux décisions de l'exécutif, quand ce n'est pas à celles du pouvoir judiciaire. Voilà des champs d'investigations que nous devons explorer.

Mais il convient aussi de ne pas négliger les fonctionnements internes de nos parlements. Les problèmes sont les mêmes à tous les niveaux. Si l'on veut en rester aux parlements de milice (voilà aussi un thème) comment faire pour ne pas prolonger les séances et les sessions en traitant de manière plus efficace les matières toujours plus abondantes qui aboutissent sur les bureaux présidentiels. Si la priorité est donnée à l'examen des projets gouvernementaux, le parlement n'a plus le temps de traiter les interventions personnelles des députés qui se multiplient elles aussi mais perdent de ce fait, de leur efficacité.

On le voit, les sujets de réflexion ne vont pas manquer. Que nos lecteurs n'hésitent pas à apporter leurs contributions à notre bulletin qui devrait devenir un média interactif par excellence.

J.-F. Leuba, conseiller national



Schwerpunkt • le thème • il tema

New Public Management (NPM): Herausforderung für die Parlamente?

NPM: un défi pour les parlements? (texte français voir p. 9)

- Dem Thema NPM sind in dieser Nummer des Bulletins verschiedene Rubriken gewidmet. Herr Dr. Balz Hösly entwirft in seinem Vortrag vier Thesen, welche die Komplexität von New Public Management illustrieren und die Herausforderungen für Parlament, Regierung und Souverän ansprechen. Dabei stellt sich die Frage, ob es möglich ist, dieser Komplexität Rechnung zu tragen und machbare Lösungen anzubieten. Unter den Rubriken Forschung und Lehre finden Sie weitere Informationen: eine Zusammenstellung neuerer und neuester Literatur, den Hinweis auf ein NFP-Projekt sowie wichtige Links zum Thema auf dem Internet.
- Ce premier numéro du bulletin consacre plusieurs rubriques au thème de la NPM: D'une part l'article du Dr. Balz Hösly qui décrit en quatre thèses la complexité du sujet. Il illustre les défis qui se posent pour les parlements, les gouvernements et pour les administrations. La question phare de la faisabilité est posée. Sous la rubrique recherche vous trouvez des notes bibliographiques, le portrait d'un projet du fonds national et des adresses sur le Web.
- Questo primo numero del bollettino è ampiamente dedicato al tema del NPM: l'articolo del Dott. Balz Hösly descrive in quattro tesi tale soggetto nella sua complessità, illustrando le sfide che si presentano per il Parlamento, il Governo e le amministrazioni. Si pone la questione essenziale relativa alla fattibilità. Sotto la rubrica ricerca troverete ulteriori informazioni concernenti note bibliografiche recenti, un progetto del fondo nazionale e indirizzi importanti sul tema su Internet.

Vortrag von
Dr. Balz Hösly
Präsident der Reformkommission des Zürcher Kantonsrates

anlässlich der
Gründungsversammlung der
Schweizerischen Gesellschaft für Parlamentsfragen

Bern, Ständeratssaal
21. Juni 1997

Sehr geehrte Damen und Herren

Es ist für mich als Präsident der Reformkommission des Zürcher Kantonsrates eine grosse Ehre, bei der Gründungsversammlung der Schweizerischen Gesellschaft für Parlamentsfragen aus der Sicht eines Politikers, der auf kantonaler Ebene tätig ist, zu einigen grundsätzlichen Aspekten des New Public Management Stellung zu nehmen.

Mein Referat baut auf 4 Thesen auf, die ich mit chinesischen Weisheiten untermauern möchte. Sie werden sich jetzt sicher fragen, was für ein Zusammenhang zwischen den fernöstlichen Lebensweisheiten aus der Zeit um Christi Geburt und dem NPM-Modell des ausgehenden 20. Jahrhunderts besteht. Meine Absicht ist es, die Thesen des NPM in einem Umfeld zu verifizieren, das hinsichtlich

Parteietikett unverdächtig ist. Einige dieser Weisheiten werde ich im Lauf des Referats dann und wann mit einem Augenzwinkern einfließen lassen. Ein zweiter Grund für die Rückbesinnung auf die fernöstlichen Weisheiten ist die Tatsache, dass eine leistungsfähige, nicht korrupte Bürokratie, ein Hauptanliegen der chinesischen Gelehrten war. Ein Anliegen also, dass auch 2 Jahrtausende später in unserem Kulturkreis nichts an Aktualität und Brisanz verloren hat, wie die laufende Diskussion zeigt. Der dritte Grund liegt eben in einer dieser chinesischen Weisheiten, die lautet: „Lieber eine Kerze anzünden, als über die Finsternis klagen“.

Die erste These: „Eine Verwaltungsreform bedingt immer eine Parlamentsreform“.

Der „rote Faden“, der sich durch praktisch alle Verwaltungsreformprojekte auf Bundes-, Kantons- oder Gemeindeebene zieht, ist die immer wieder geäußerte Befürchtung, dass die Exekutive im New Public Management-Ansatz immer mächtiger und die Legislative, die Volksvertretung, immer ohnmächtiger wird.

Tatsächlich verzichtet das Parlament im NPM-Modell der „reinen Lehre“ auf die direkte Einflussnahme bei der Leistungserstellung und beschränkt sich auf die OUTPUT- oder OUTCOME-Steuerung der Verwaltungstätigkeit. Statt jedes Jahr über Hunderte von nichtssagenden Budget-Konten zu befinden, spielt die Legislative eine Art Bank, die den Aemtern Geld gibt, um einen, im Zusammenspiel von Regierung und Parlament mit Zielen und Indikatoren definierten konkreten Leistungsauftrag zu erfüllen.

Das Parlament verzichtet somit weitgehend auf eine INPUT-Steuerung mit personeller und finanzieller Ressourcenzuweisung, die es in den letzten Jahren lieb gewonnen hat. Es ist neu aber insbesondere für die Festsetzung sowie ein laufendes Controlling der Leistungsaufträge zuständig. Es entscheidet nicht mehr über das WIE, sondern nur noch über das WAS der Leistungserbringung.

Der Ansatz der wirkungsorientierten Verwaltungsführung bietet auch eine singuläre Chance zum Ausbau der politischen Steuerungskraft

des Parlaments. Die Legislative kann sich mit dem Instrument der mittelfristigen politischen Planung im NPM-Modell vermehrt auf die Leitplanken der Politik konzentrieren und Detailfragen des Vollzugs oder der Umsetzung Exekutive und Verwaltung überlassen.

Voraussetzung, dass diese Chance genutzt werden kann ist allerdings in jedem Fall eine Stärkung des Parlaments gegenüber der Regierung und Verwaltung. Sowie die Bereitschaft der Politikerinnen und Politiker, eine neue Politik - aber auch ein neues Verständnis ihrer Arbeit zu entwickeln. Ständerat und Rechtsprofessor Zimmerli hat dies kürzlich auf den Punkt gebracht: „Das Parlament muss in der Lage sein, den politischen Preis einer „Bestellung“ zu erkennen und gleichzeitig ihre Finanzierung zu beschliessen. Schon allein diese Forderung ruft nach einer Optimierung der parlamentarischen Tätigkeit“.

Gerade in der Schweiz, in der das Milizsystem historisch tiefe Wurzeln hat, haben vor allem die verschiedenen Kantonsparlamente einen ausgewiesenen Nachholbedarf. Von gleich langen Spiessen zwischen Exekutive und Legislative kann in der zunehmend komplexen und vernetzten Politiklandschaft, in der die Anspruchshaltung der Öffentlichkeit (und damit der Druck auf die „Volksvertreter“) ständig zunimmt, schon lange keine Rede mehr sein.

Wie die Erfahrungen aus zahlreichen Abstimmungen auf Bundes-, Kantons- und Gemeindeebene zeigen, besteht in der Bevölkerung eine latente Skepsis gegenüber jeglicher Form von Professionalisierung der Parlamentstätigkeit. Ich bin daher überzeugt, dass wir Wege und Mittel finden müssen, die nicht den Status der Parlamentarier an sich, d.h. konkret ihre finanzielle Entschädigung, sondern das Umfeld, in dem sie arbeiten, verbessern müssen. Auch hier gilt die konfuzianische Regel: „Wer gut verdient, strengt sich nicht an. Wer sich anstrengt, verdient nicht gut“.

Ich denke dabei in erster Linie an eine Professionalisierung der Parlamentsdienste, die sich heute in den meisten Kantonen auf die Protokollführung und Unterlagenversand beschränken, unterdotiert sind, aber für die politische, insbesondere die Kommissionsarbeit der

Parlamentarier von eminenter Bedeutung sein können. Ständige Sekretariate für wichtige Kommissionen auf kantonaler Stufe könnten zu einer deutlichen Effizienzsteigerung führen. Nehmen Sie als Beispiel die Geschäftsprüfungskommission, die im NPM-Modell mit ihrer Oberaufsicht über die Regierung markant an Bedeutung gewinnt. Sie setzt sich aber in den meisten Kantonen nach wie vor aus Rentnern, Hausfrauen, Staatsangestellten und Gewerkschaftern zusammen, die sich allesamt diese zeitaufwendige Tätigkeit leisten können oder dafür bezahlt sind. Ist es nicht so, dass sie heute bei ihrer Oberaufsicht ohne die Hilfe eines professionellen, von der Verwaltung unabhängigen Stabes zeitlich, und dann und wann auch fachlich weitgehend überfordert sind?

Im gleichen Atemzug sind auch wissenschaftliche Assistenten zu nennen, welche die Fraktionen in ihrer politischen Tätigkeit, der Vorbereitung von Geschäften und der Durchführung von Recherchen vermehrt unterstützen könnten.

Daneben denke ich aber auch an die Schaffung von themenbezogenen Fachkommissionen, in denen sich die Parlamentarier (auch auf kantonaler Ebene) - zumindest für eine gewisse Zeit in einem Fachgebiet spezialisieren müssen, wenn Sie glaubwürdig über Staatsaufgaben und Leistungsziele diskutieren und das parlamentarische Controlling so durchführen wollen, das es diesen Namen verdient. Auch unsere Lokalpolitikerinnen und -politiker müssen einsehen, dass eine „tout pour tout le monde“-Mentalität genauso wie in der Wirtschaft auch in der Politik der Vergangenheit angehört. Oder, wie das Buch der Sitte meint: „Wer kein Mass in seinem Innern hat, der wird die Vorgänge auf dieser Erde nicht verstehen“. (Li Gi)

Eine Verwaltungsreform, die isoliert von einer Parlamentsreform durchgeführt wird, ist im vornherein zum Scheitern verurteilt. Der Reformprozess hat nur eine Chance, wenn er auf zwei Beinen steht oder wie es Konfuzius ausgedrückt hat: „Du sollst das Schiff nicht an einen einzigen Anker und das Leben nicht an eine einzige Hoffnung binden“.

Reformen, die das staatliche Handeln effizient und effektiv machen, sind nur möglich auf dem Boden von Reformen, die eine demokratische Legitimation und

Transparenz der Verwaltungstätigkeit durch das Parlament gewährleisten.

Die zweite These lautet „Eine Parlamentsreform bewirkt eine Reform der Volksrechte“.

In der Schweiz sind die direktdemokratischen Instrumente (v.a. Initiative, Referendum) wie kaum in einem andern Land fest in der Bevölkerung verankert. Durch Abstimmungen nimmt der Stimmbürger sowohl auf Bundes- wie auch auf Kantonebene massgeblichen Einfluss auf die Gestaltung der Politik. Er kann Parlamentsentscheide auf Gesetzesstufe mit Hilfe des Referendums kippen oder mittels einer Initiative eine Detailfrage zum politischen Thema machen. Dabei ist der Bürger vor allem auch auf operative Fragen sehr sensitiv. Der Fuss- und Wanderwegartikel in der Bundesverfassung z.B. zeugt von dieser Tatsache oder das vehemente Interesse der Öffentlichkeit an der Frage, ob nun die roten, amerikanischen Sumpfkrebse im Küsnachter „Schübelweiher“ bei Zürich mit Fenthion vergiftet, oder ob die Graureiher im Kanton Aargau wegen ihres Appetites auf Edelfische abgeschossen werden sollen. Auch ob die Wildhüter im Kanton Wallis volksgewählt bleiben sollen oder nicht, kann für den Bürger von grösstem politischen Interesse sein.

Wahlen von Regierung und Parlament haben demgegenüber eine eher geringe Bedeutung. Im Gegensatz zu bipolaren Regierungssystemen (Deutschland, England) wird in der Schweiz mit dem Wahlgang meist der Status Quo zementiert. Niemand muss am Wahltag die politische Verantwortung tragen. Alle, die es wollen, sitzen bei der Eröffnung der neuen Legislatur wieder auf dem gleichen Stuhl.

Zwischen der Einflussnahme des Stimmbürgers via Wahlen und denen via Abstimmungen besteht ein offensichtliches Ungleichgewicht.

Dieser Umstand ist gerade im NPM-Modell, in dem das Parlament verstärkt die Leitplanken der Politik setzen will und die Umsetzung weitgehend der Verwaltung überlassen sollte, äusserst problematisch. Die Legislative soll - gemäss der reinen NPM-Lehre - die operativen Entscheide an die Exekutive abgeben. Gerade diese Entscheide sind es aber, die für den Stimmbürger vielfach wichtig und durch die

direktdemokratischen Instrumente thematisiert werden können. Hier „beissen“ sich NPM-Modell und direkte Demokratie. Letztlich kann dies dazu führen, dass eine in sich konsistente, an langfristigen Zielen orientierte Politik nicht durchgesetzt werden kann und die Glaubwürdigkeit des ganzen Staates darunter leidet. Rückwirkungsklauseln in Volksabstimmungen lassen in diesem Zusammenhang grüssen. „Verlorenes Vertrauen“, dies galt im alten China wie bei uns, „kehrt schwerlich zurück“.

Es ist die Pflicht und Verantwortung von uns Parlamentariern, vor solchen Tatsachen nicht den Kopf in den Sand zu stecken und Tabuzonen zu errichten. Der Öffentlichkeit muss klargemacht werden, dass von einer Fokussierung der Einflussmöglichkeiten von Abstimmungen hin zu Wahlen letztlich auch der Stimmbürger profitiert. Bei der Verpflichtung der Politiker auf ihre Verantwortung handelt es sich nicht um ein Null- sondern ein Positivsummenspiel.

Warum kann der Bürger nicht am Wahltag entscheiden, welche Grundrichtung die Politik in der nächsten Legislaturperiode einschlagen soll. Er muss die von ihm gewählten Parlamentarier in die Pflicht nehmen, das entsprechende „Feintuning“ in seinem Sinne vorzunehmen.

Damit komme ich zu einer zentralen und immer drängenderen Frage der Schweizer Politik: Ist die Konkordanz nicht ein Schönwettersystem aus einer Zeit, in der noch genug Kuchen für alle zu verteilen war? Hat sie nicht in einer Zeit der Rezession, des Strukturwandels und defizitärer Finanzhaushalte ihre Grenze erreicht? „Bei ruhigem Wetter kann jeder Steuermann sein“, sagt eine chinesische Weisheit. Brauchen wir nicht auf eidgenössischer Ebene und in den grossen Kantonen, wo eine heterogene, pluralistische Gesellschaft eine klare Willensbildung verunmöglicht und Partikularinteressen die direkte Demokratie ad absurdum führen, ein transparentes System repräsentativer Demokratie mit Regierung und Opposition? Muss Wahltag für die Politiker nicht Zahltag sein?

Müssen wir nicht die hochgestilten Volksrechte entmythologisieren und verwesentlichen?

Unser politisches System droht weiter festzufahren und am Schluss gänzlich zu versanden. Die Einflussmöglichkeiten des Stimmbürgers sollen sich auf Verfassungsrevisionen mit strategischem Charakter und Referenden zu Grundsatzerlassen konzentrieren. Sollten wir nicht den Mut haben, die strategischen Entscheidungen im Rahmen des NPM dem Parlament und der Exekutive, die nach spätestens 4 Jahren Rechenschaft über ihre Tätigkeit ablegen müssen, zu überlassen und damit auch Verantwortungen klar zuzuteilen? Schon die Chinesen wussten vor 2000 Jahren: „Wer sich Mühe nimmt bei der Auswahl seiner Leute, der hat es bequem bei der Ordnung seiner Geschäfte“.

Sie haben festgestellt, dass ich viele Fragen - ich habe ganz bewusst die Frageform gewählt - aufgeworfen habe. Fragen ohne Denkbarrieren zu stellen, ist für mich ein wichtiges, um nicht zu sagen das wichtigste Element der Reform. Eine Reform, bei der nur alte Antworten auf bekannte Fragen gegeben werden dürfen, ist zum vornherein zum Scheitern verurteilt. Es liegt an uns allen, über die hier von mir nur rudimentär vorgedachten Fragen nachzudenken. Wir sind aufgerufen, zu diesen Herausforderungen alte und neue Wege wie auch Lösungen aufzuzeichnen.

Man kann sich nun auch noch die Frage stellen, was denn Konkordanz und Volksrechte mit NPM zu tun hätten. Es ist an sich richtig, die wirkungsorientierte Verwaltungsführung als verwaltungsrechtliches und -technisches Gebiet gesondert zu betrachten. Für mich ist aber NPM nur ein Element eines viel grösseren Umbruchs: wir leben in einer Zeit der grundsätzlichen Reformen. Reformen, die schliesslich zu einer neuen Struktur, einer neuen Politik, einem neuen Zusammenspiel von Volk, Parlament, Regierung und Veraltung oder - um es auf die Spitze zu bringen - allenfalls auch zu einer neuen Machtverteilung im Staat führen werden. Dies geschieht nicht von heute auf morgen. Es wäre aber in meinen Augen schon heute ein Fehler, NPM isoliert vom Gesamtrahmen der Staatsreform von morgen zu betrachten.

Die dritte These lautet „Eine Reform der Volksrechte benötigt das Vertrauen der

Bevölkerung in den Staat, seine Institutionen und Amtsträger.“

Das Misstrauen der Bevölkerung gegenüber Politikern und Regierenden ist heute allerorten spürbar. Es manifestiert sich nicht nur in einer geringen Stimm- und Wahlbeteiligung, sondern in einem allgemeinen Desinteresse an politischen Fragen. Wer kennt nicht die Probleme von Orts- und Kantonalparteien, Kandidaten für Wahlen auf kommunaler und kantonaler Ebene zu finden? Die frühere Achtung vor politischen Exponenten ist einer Respektlosigkeit gewichen. Und wer „Autorität“ sagt, der sagt fast im gleichen Atemzug „Verweigerungshaltung“.

Die Gründe für diesen politischen Fatalismus sind vielfältig. Einerseits leben wir in einer Zeit, in welcher der Freiraum für eine Miliztätigkeit in der Politik durch die Belastung am Arbeitsplatz und ein wachsendes Freizeitangebot immer enger wird. Andererseits werden Werte und Ansehen der Politik teils fahrlässig zerstört. Die „Classe politique“ wird nicht nur von Boulevardmedien, sondern auch von Politikern, die ihr selbst angehören, öffentlich verachtet. So äusserte sich beispielsweise ein bekannter Schweizer Politiker in einem ebenso bekannten Boulevardblatt: „Aber ich vergiesse keine Tränen, wenn ein Bundesrat zurücktritt. Für mich ist es weit schlimmer, wenn in meinem Unternehmen ein Rohrschlosser geht.“

Ein abnehmender Gemeinschaftssinn, eine Reduktion der Auswahl auf Kandidatinnen und Kandidaten der „zweiten Garde“ und eine wachsende Kluft zwischen Politik und Bürgern sind die Folgen dieses unverantwortlichen Handelns.

Seien wir ehrlich und selbstkritisch: Wenn wir heute die politische Landschaft der Schweiz ansehen: fehlt es nicht allerorten an Geradlinigkeit, Transparenz und Ehrlichkeit? Kein Mensch hat heute bspw. in der Diskussion um die NEAT oder die bilateralen Verhandlungen mit der EU noch den Ueberblick, was genau in Bern vor sich geht. Die Bürger schütteln nur noch den Kopf über die Expertitis und Selbstdarstellungen im Bundeshaus.

Wir brauchen deshalb in den Parlamenten wieder vermehrt Politiker, die für ihre Ueberzeugungen und die „res publica“ einstehen und nicht ständig an den

nächsten Wahltag oder die letzte Meinungsumfrage denken. Oder wie es der chinesische Gelehrte Lao Tse ausdrückt: „Man muss sich auf etwas verlassen können, von dem man nicht verlassen wird.“

Wir brauchen aber genauso eine Oeffentlichkeit, die nicht systematisch an der Zerstörung der Werte und des Ansehens der Politiker nagt, sondern diejenigen Personen wieder stützt, die bereit sind, ein Engagement für Staat und Gesellschaft zu leisten. Unfähigkeit gibt es überall. Aber mit dem Finger immer nur auf die Mängel eines Systems zu zeigen, lässt es schliesslich zusammenbrechen. „Ein winziges Leck“, so sagt das alte China, „kann auch ein grosses Schiff untergehen lassen“.

Damit habe ich auch bereits zur vierten These übergeleitet, die den Kreis schliesst. Sie heisst: **„Das Vertrauen der Bevölkerung in den Staat setzt eine kundenorientierte, bürgernahe und effiziente Verwaltung voraus“.**

Das NPM-Modell muss im Kontext der längst überfälligen Reformen der Parlamente und der direktdemokratischen Instrumente auf allen staatlichen Ebenen betrachtet werden. Es kann letztlich dazu beitragen, dass das Vertrauen der Bevölkerung gegenüber den politischen Institutionen wieder zunimmt und unser Land wieder offener, handlungs- und damit leistungsfähiger wird. Halten wir es mit dem Buch der Sitte (Li Gi): „Trauen die Menschen unseren Worten, so richten sie sich auch in ihren Handlungen danach aus.“

Drei Punkte aber sind Voraussetzungen für den notwendigen Reform- und Genesungsprozess unseres Staates:

Mit den Reformen muss begonnen werden, auch wenn der Gesamtprozess noch nicht überblickbar und das Ziel noch nicht genau definiert ist. „Der längste Weg beginnt“, wie es Lao Tse treffend formuliert hat, „mit einem ersten Schritt“. Nichts zu tun heisst nicht den status quo beizubehalten, sondern ist Augenwischerei und ein bewusstes Verلودernlassen unseres Staates. Klarheit muss zwar über jeden einzelnen Reformschritt herrschen, nicht über einen

von unzähligen Zwischenentscheiden abhängigen Endzustand.

New Public Management ist ein dauernder Prozess, der - im liberalen Geiste - dauernd zu hinterfragen ist und nie zu einem Ende kommt. Das einmal ausgelaufene Segelschiff ist dauernd auf Kurs zu halten und zu trimmen. Das ist aber das eigentliche Wesen und der Nutzen der Reformen oder wie Konfuzius sagt: „Der Weg ist das Ziel“.

Auch vermeintlich „Bewährtes“ muss ohne Denkbarrieren in Frage gestellt werden. Nicht alles, das man schon immer so gemacht hat, ist einfach gut und nicht alles, das man noch nie so gemacht hat, einfach schlecht. Ohne etwas gesunde Risikobereitschaft drohen wir in unserer helvetischen Zukunftsangst und Lethargie zu erstarren. Seien wir stolz auf das Erreichte, aber auch ungeduldig auf das noch Kommende. Halten wir es mit einem anderen Chinesen, der vielleicht den Rahmen fernöstlicher Weisheit etwas sprengt, aber dennoch gesagt hat:

„Veränderungen sind nur auf Kosten von Traditionen möglich“ (Mao Tse Tung).

Die Parlamente spielen bei der Frage des Gelingens und damit auch der weiteren Verbreitung der Reform und des NPM-Ansatzes eine wesentliche Rolle. Die heutige Gründung der Schweizerischen Gesellschaft für Parlamentsfragen ist ein wichtiger Schritt auf diesem schwierigen und politischen Weg. Eine intensivierete Zusammenarbeit und ein institutionalisierter Erfahrungsaustausch kann uns allen nur nützen, denn: „Keine Strasse ist zu lang, mit Freunden an seiner Seite“.

Das an der Gründungsversammlung zum selben Thema gehaltene Referat von Prof. Peter Knoepfel wird demnächst im „Schweizerischen Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht“ publiziert.

Nouvelles gestion publique (NGP)

Un défi pour les parlements ?

Exposé de

M. Balz Hösly

Président de la Commission de réforme du Grand Conseil zurichois

à l'occasion

de l'Assemblée de fondation de la

Société suisse pour les questions parlementaires

Berne, salle du Conseil des Etats

21 juin 1997

Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un grand honneur, en qualité de président de la Commission de réforme du Grand Conseil zurichois, d'avoir l'occasion de vous faire part, à l'occasion de l'Assemblée de fondation de la Société suisse pour les questions parlementaires, du regard que porte un politicien oeuvrant au niveau cantonal sur quelques aspects fondamentaux de la Nouvelle gestion publique.

Mon exposé repose sur quatre thèses que je désirerais illustrer à l'aide d'aphorismes

chinois. Vous êtes certainement en train de vous demander quel peut être le lien entre des citations remontant au début de notre ère et le concept de la Nouvelle gestion publique, invention de la fin du 20e siècle. Mon intention est d'examiner les thèses de la

NGP dans un contexte dénué de tout couleur politique. J'intégrerai quelques-uns de ces adages comme autant de clins d'oeil tout au long de mon exposé. La deuxième raison de ces références récurrentes à la sagesse extrême-orientale s'explique du fait que la mise sur pied d'une administration performante et non d'une bureaucratie corrompue jouait un rôle essentiel parmi les préoccupations des lettrés chinois. Une préoccupation qui conserve toute son actualité et toute son importance dans notre culture même 2000 ans plus tard. La troisième raison de ma démarche peut déjà être illustrée directement par un proverbe chinois: "Plutôt allumer une bougie que se plaindre de l'obscurité".

Première thèse: "Une réforme de l'administration présuppose un réforme du Parlement"

La crainte sans cesse réitérée que l'exécutif ne devienne toujours plus puissant et le législatif toujours plus faible représente l'un des thèmes récurrents de l'ensemble des projets de réforme de l'administration, que ce soit sur le plan fédéral, cantonal ou communal.

Si l'on se réfère au modèle de la NGP dans toute son orthodoxie, le Parlement devrait alors bel et bien renoncer à exercer une influence directe sur la production de prestations et se limiter à une gestion de l'OUTPUT et de l'OUTCOME dans les travaux de l'administration. Au lieu de statuer chaque année sur des rubriques de budget peu évocatrices, le législatif jouerait le rôle d'une "banque" chargée de fournir des fonds aux offices, leur permettant ainsi de remplir un mandat de prestations précis, défini à l'aide d'objectifs et d'indicateurs et élaboré d'entente entre le gouvernement et le Parlement.

Le Parlement renoncerait ainsi dans une grande mesure à une gestion de l'INPUT impliquant l'attribution de ressources humaines et financières, pratique qu'il affectionnait pourtant au cours de ces dernières années. Il deviendrait responsable en revanche aussi bien de l'élaboration que d'un controlling permanent des mandats de prestation. Il ne statuerait donc plus uniquement sur les modalités mais aussi sur l'objet de la production de prestations.

Le concept d'une gestion de l'administration selon des critères d'efficacité offre également au Parlement une chance unique d'étendre son pouvoir de régulation sur le plan politique. Le législatif peut ainsi, grâce à une planification à moyen terme, se concentrer de manière accrue sur les grandes lignes de la politique en laissant à l'exécutif et à l'administration le soin de régler les détails de l'exécution ou de la mise en oeuvre.

Toujours est-il qu'un renforcement du Parlement envers le gouvernement et l'administration représente la condition sine qua non de l'extension du pouvoir de régulation du Parlement, de même que la volonté de nos élus de développer non seulement une nouvelle politique mais aussi une nouvelle conception de leur travail. M. Zimmerli, député au Conseil des Etats et professeur de droit, s'est récemment exprimé dans ce sens: "Le Parlement devrait être en mesure de reconnaître le prix, du point de vue politique, d'une "commande" et de décider en même temps de son financement. Cette nécessité exige à elle seule une optimisation des activités parlementaires".

Précisément en Suisse, où les racines du système de milice sont profondément ancrées, les divers parlements cantonaux ont de toute évidence beaucoup à rattraper. En effet, dans le paysage politique actuel, d'une complexité croissante, de plus en plus sollicité par le public (d'où la pression exercée sur les "représentants du peuple"), il ne peut plus être question d'attribuer une importance égale à l'exécutif et au législatif.

Comme le démontrent les résultats de nombreuses votations fédérales, cantonales et communales, la population fait preuve d'un certain scepticisme face à toute forme de professionnalisation des activités parlementaires. Je suis par conséquent que nous devons trouver les moyens d'améliorer, non le statut des parlementaires en soi, plus concrètement parlant leur rétribution financière, mais le contexte dans lequel ils accomplissent leur travaux. A ce propos, je me permets de évoquer une règle confucéenne: "Quiconque est bien payé, ne fournit pas d'efforts. Quiconque fournit des efforts, est mal payé."

En l'occurrence, je pense au premier chef à une professionnalisation des services du Parlement, dont les activités se confinent, dans la plupart des cantons,

à la rédaction de procès-verbaux et à l'envoi de documentation et qui manquent bien souvent de personnel mais dont le concours pourrait s'avérer précieux dans le domaine politique, notamment en ce qui concerne les travaux parlementaires au sein des commissions. Des secrétariats permanents pour des commissions importantes sur le plan cantonal pourraient améliorer notablement l'efficacité des activités parlementaires. Nous citerons pour exemple la Commission de gestion, en charge de la haute surveillance sur le gouvernement, à laquelle le modèle de NGP attribue un rôle prépondérant. Pourtant, dans les plupart des cantons, les commissions de gestion se composent encore et toujours de retraités, de femmes au foyer, de fonctionnaires et de syndicalistes, en d'autres termes de personnes susceptibles de consacrer de longues heures de travail à ces activités ou dont le travail est rémunéré. Force est donc de constater qu'aujourd'hui ces personnes, privées de l'assistance d'un état-major professionnel et indépendant de l'administration, ne sont parfois plus à la hauteur de leur tâche, que ce soit en raison d'un manque de temps ou de connaissances spécifiques.

Dans le même ordre d'idées, il convient de rappeler le rôle que pourraient jouer des conseillers spécialisés, qui sont susceptibles d'apporter un soutien accru aux groupes parlementaires dans leurs activités politiques, la préparation du traitement des objets et les travaux de recherche.

Je pense également à la création de commissions spécialisées au sein desquelles les parlementaires (également au niveau cantonal) seraient à même de se spécialiser pendant un certain temps de manière à pouvoir débattre en toute connaissance de cause sur des tâches de l'Etat et des objectifs à atteindre en matière de prestations et pratiquer un controlling parlementaire qui mérite véritablement son nom. En effet, nos politiciens locaux se doivent de reconnaître eux aussi que la devise "tout pour tout le monde" appartient au passé, tant dans le domaine de la politique que celui de l'économie. Ou, comme le constate le Livre des rites: "Qui n'a pas le sens de la mesure ne peut comprendre ce qui passe sur cette terre". (Liji)

Une réforme de l'administration menée indépendamment d'une réforme parlementaire serait irrémédiablement vouée à l'échec. Le processus de réforme n'aboutira que s'il repose sur deux piliers ou comme l'affirme si justement Confucius: "Tu n'amarreras pas ton bateau à une seule ancre et ta vie à une seule espérance".

Les seules réformes susceptibles de renforcer l'efficacité des activités étatiques sont celles qui permettent au Parlement d'exercer un contrôle sur la légitimation du point de vue démocratique et la transparence des travaux de l'administration.

Deuxième thèse "Une réforme du Parlement entraîne une réforme des droits populaires"

En Suisse, le peuple jouit, grâce aux instruments de la démocratie directe (avant tout initiative, référendum), d'un pouvoir exceptionnel par rapport à bon nombre d'autres pays. Les votations permettent donc au citoyen d'exercer une influence considérable sur l'orientation de la politique, que ce soit au niveau communal, cantonal ou fédéral. Celui-ci peut annuler des décisions du Parlement au niveau législatif par le biais du référendum ou transformer une question accessoire en thème politique. En l'occurrence, le souverain manifeste un intérêt soutenu pour les questions opérationnelles, preuve en est l'insertion dans la constitution d'un article sur les chemins et les sentiers pédestres, le problème de savoir si les écrevisses du Danube américains (!) du "Schübelweiher" à Küsnacht près de Zurich doivent être empoisonnées au Fenthion ou si les hérons cendrés doivent être abattus en raison de leur goût trop prononcé pour les poissons nobles, autant de questions qui passionnent l'opinion publique. La question de savoir s'il y a lieu maintenir l'élection par le peuple des gardes-chasses valaisans peut elle aussi constituer un thème politique central aux yeux du citoyen.

Face à de tels problèmes, les élections au gouvernement et au Parlement ne semblent revêtir qu'une importance secondaire. Contrairement à d'autres systèmes gouvernementaux bipolaires (Allemagne, Angleterre), en Suisse, les élections ne font souvent que consacrer le statu quo. Personne ne doit assumer de responsabilités au niveau politique au

moment des élections. Les personnes qui veulent vraiment être réélues retrouvent leur siège au début de la nouvelle législature. Un déséquilibre patent existe par conséquent entre les deux possibilités essentielles d'expression de la volonté populaire que sont les élections et les votations.

Cette situation rend particulièrement problématique l'application du modèle de la NGP selon lequel le Parlement se consacrerait à la définition d'une politique sur le plan théorique, la mise en oeuvre étant, dans une grande mesure, confiée alors à l'administration. D'après la "doctrine orthodoxe" de la NGP, le législatif devrait s'en remettre à l'exécutif en ce qui concerne les décisions dans le domaine opérationnel, alors que c'est précisément ces décisions, auxquelles le citoyen attache une grande importance, qui devraient faire l'objet d'un débat public par le biais des instruments de la démocratie directe. Le modèle de la NGP et la démocratie directe se "marchent donc sur les pieds" à ce sujet. Une telle répartition des tâches entre le Parlement et l'administration pourrait entraver la mise en place d'une politique cohérente, orientée vers des objectifs à long terme, ce qui porterait atteinte à la crédibilité de l'ensemble de l'Etat. Rappelons à ce sujet les clauses rétroactives dans les votations populaires. "La confiance perdue ne revient que difficilement", comme l'affirme un ancien dicton chinois encore valable à notre époque.

Il est de notre devoir, à nous autres parlementaires, de ne pas adopter la tactique de l'autruche devant ces réalités en érigeant des domaines protégés. Il convient de démontrer clairement au public que le citoyen profite lui aussi en définitive de la focalisation des possibilités d'expression de la volonté populaire qui devraient se déplacer des votations aux élections. Lorsque l'on force les politiciens à assumer leurs responsabilités, le jeu en vaut la chandelle.

Pourquoi le citoyen ne peut déterminer lui-même, le jour des élections, quelles seront les grandes lignes de la politique lors de la prochaine législature? Il lui faut plutôt exiger de ses élus qu'ils tiennent compte de sa volonté dans le "réglage fin" du système.

J'en arrive ainsi à une question centrale, toujours plus brûlante, de la politique suisse: la concordance ne représente-t-elle pas un système d'une ère autrefois faste, où tout le monde avait encore droit à une part du gâteau? N'a-t-elle pas atteint ses limites à une époque de récession, d'évolution des structures et de budgets déficitaires? Selon un précepte chinois, "Tout le monde peut tenir la barre par beau temps". N'aurions-nous pas besoin, sur le plan fédéral et dans les grands cantons, où la présence d'une société hétérogène et pluraliste rend impossible toute expression claire de la volonté populaire et où des intérêts particuliers poussent la démocratie directe jusqu'à l'absurde, un système plus transparent de démocratie représentative composée d'un gouvernement et d'une opposition? Les comptes ne se règlent-ils pas au moment des élections?

Ne devrions-nous pas démythifier et réduire à leur plus simple expression les droits populaires aux buts si nobles?

Notre système politique risque de maintenir son cap et de s'ensabler entièrement: les possibilités d'expression de la volonté populaire devraient se limiter aux révisions constitutionnelles à caractère stratégique et aux référendums relatifs à des actes législatifs de portée générale. En ce qui concerne les décisions sur le plan stratégique dans le cadre de la NGP, ne devrions-nous pas avoir le courage de n'en remettre au Parlement et à l'exécutif, qui devront rendre compte de leurs activités au plus tard quatre ans après, clarifiant par la même occasion le partage des responsabilités? Comme le disaient déjà les Chinois il y a plus de 2000 ans: "Lorsque quelqu'un choisit soigneusement ses gens, ses affaires sont bien gérées".

Comme vous avez pu le constater, j'ai soulevé jusqu'ici de nombreuses questions. A mon sens, le principal élément de la réforme est la capacité de poser des questions en faisant preuve d'esprit d'ouverture. Une réforme dans laquelle on ne peut que donner les réponses habituelles à des questions déjà posées, est d'emblée vouée à l'échec. Il nous appartient à tous de réfléchir à des questions que je n'ai fait qu'effleurer jusqu'ici. Nous sommes tous appelés à relever le défi et à trouver des solutions en

empruntant des voies aussi bien nouvelles que traditionnelles.

Nous sommes également en droit de nous demander quel est le rapport entre la concordance et les droits populaires d'une part et la NGP d'autre part. Le fait de considérer comme un thème en soi la conduite de l'administration axée sur l'efficacité en tant que domaine du droit administratif et des techniques de gestion administratives se justifie certes pleinement. Néanmoins, à mes yeux, la NGP ne constitue qu'un élément d'une mutation beaucoup plus radicale: nous vivons à une époque de réformes fondamentales. Les réformes visent en définitive l'instauration de nouvelles structures, d'une nouvelle politique, de nouvelles interactions entre le peuple, le Parlement, le gouvernement et l'administration ou - pour être plus concret - également une nouvelle répartition des pouvoirs à l'intérieur de l'Etat. De tels changements n'interviendront pas du jour au lendemain. Néanmoins, il serait déjà erroné aujourd'hui de considérer la NGP dans un cadre isolé, extérieur à la réforme de l'Etat de demain dans son ensemble.

Troisième thèse: "Une réforme des droits populaires nécessite la confiance de la population en l'Etat, ses institutions et ses édiles"

La défiance de la population envers les politiciens et les gouvernants se manifeste aujourd'hui dans tous les domaines. Elle n'apparaît pas uniquement dans le faible taux de participation aux élections et aux votations que l'on connaît actuellement mais aussi dans un désintérêt pour les questions politiques en général. Qui n'a jamais entendu parler des problèmes que rencontrent les partis pour trouver des candidats pour les élections communales ou cantonales? Le respect que l'on témoignait autrefois aux représentants de la classe politique a laissé la place au manque de considération. Et celui qui prononce le mot "autorité", ajoute presque immédiatement "refus". Les raisons de ce "fatalisme" politique sont multiples. D'une part, à notre époque, la disponibilité pour une activité de milice dans le domaine politique devient de plus en plus réduite du fait des exigences de la vie professionnelle et de la diversification de l'offre dans le domaine des loisirs. D'autre part, les valeurs et le prestige de l'activité politique sont dévalorisés,

souvent même involontairement. La classe politique est ouvertement méprisée, non seulement par la presse de boulevard mais aussi par les politiciens eux-mêmes. C'est ainsi qu'un homme politique suisse bien connu du public déclarait par exemple à un journal de boulevard non moins connu: "Je ne verse pas de larme lorsqu'un conseiller fédéral se retire. Pour moi, c'est bien pire lorsqu'un installateur de tuyauterie quitte mon entreprise."

Un déclin du sens de la communauté, une réduction du choix de candidats de la "deuxième garde" et un fossé toujours plus large entre les milieux politiques et les citoyens: telles sont les suites de ce comportement irresponsable.

Sachons faire preuve d'honnête et ayons le sens de l'autocritique: Si nous considérons le paysage politique suisse d'aujourd'hui, ne voyons-nous pas un manque de cohérence, de transparence et d'honnête? Qui peut encore prétendre, à l'heure actuelle, avoir une vue d'ensemble de ce qui passe à Berne, qu'il s'agisse du débat sur les NLFA ou des négociations bilatérales avec l'UE? Les citoyens se contentent de secouer la tête devant la manie des expertises et le goût de la publicité des hôtes du Palais fédéral.

Voilà pourquoi nous avons à nouveau besoin, dans les parlements, de politiciens qui s'engagent en faveur de leurs convictions et de la "res publica" et qui ne soient pas obnubilés par les prochaines élections ou par le dernier sondage. Ou comme l'exprime si bien le philosophe chinois Lao Tsé: "Il ne faut pas se fier à l'éphémère".

Nous avons donc précisément besoin d'une opinion publique qui ne sape pas systématiquement les valeurs et le prestige des politiciens mais qui, au contraire, soutienne les personnes disposées à se mettre au service de l'Etat et de la société. L'incapacité se retrouve partout. Cependant, un système dont on ne fait que montrer les failles du doigt finit par s'effondrer. Comme le disaient avec raison les anciens Chinois, "Une fuite minuscule peut elle aussi faire sombrer un grand bateau".

J'en arrive ainsi à la quatrième thèse, qui clôt mon exposé: **"La confiance du peuple en l'Etat"**

nécessite une administration efficace et proche du citoyen-client".

La modèle de la NGP doit être considéré dans le contexte des réformes nécessaires depuis longtemps des parlements et des instruments de la démocratie directe à tous les niveaux de l'Etat. Il peut contribuer à ce que la population recouvre sa confiance envers les institutions politiques et à ce que notre pays redevienne plus ouvert, plus dynamique et donc plus performant. Inspirons-nous pour cela du Livre des rites (Liji) "Si les gens se fient à notre parole, ils agissent en conséquence."

Les conditions sine qua non pour le processus de réforme et de régénération de notre Etat peuvent se résumer en trois points:

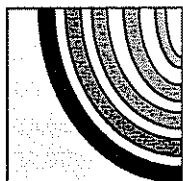
Des réformes doivent être entreprises, même si le processus nous échappe encore dans sa globalité et si le but n'est pas encore défini. En effet, selon la formule très pertinente de Lao Tsé. "Un long chemin commence toujours par un premier pas." Ne rien faire ne veut pas dire maintenir le statu quo mais continuer à se bercer d'illusions et laisser volontairement notre Etat aller à sa perte. Toute étape de réforme exige certes de la transparence mais non pas un stade final tributaire d'innombrables décisions intermédiaires.

La Nouvelle gestion publique est un processus permanent, jamais achevé, qu'il convient - dans un esprit libéral - de remettre sans cesse en cause. Un voilier, une fois sorti du port, doit constamment garder le cap. C'est ainsi qu'il en va pour toutes les réformes ou comme Confucius ne manque pas de le constater: "La voie est en même temps le but".

Mêmes les recettes éprouvées doivent être remises en cause dans un esprit d'ouverture. Toutes les méthodes traditionnelles ne sont pas bonnes et toutes les innovations ne sont pas mauvaises. Si nous n'acceptons pas de prendre des initiatives, nous risquons de nous scléroser dans notre léthargie et dans notre peur du futur bien helvétiques. Soyons fiers de nos acquis mais aussi bien impatients face aux changements à venir. Rejoignons en cela les vues d'un autre Chinois, qui sort certes un peu du cadre de la Chine ancienne, mais qui a dit avec justesse: "Les changements ne sont possibles qu'au prix des traditions" (Mao Tsé Toung).

Les parlements sont appelés à jouer un rôle essentiel dans la réussite de cette entreprise et donc également dans l'élargissement de la réforme et le développement du concept de la NGP. La fondation actuelle de la Société suisse pour les questions parlementaires constitue un étape importante de cette voie ardue à caractère politique. Une collaboration accrue et un échange de vues sur une base institutionnelle ne peut que nous être utiles, car: "Aucune route n'est trop longue avec des amis à ses côtés".

L'allocution sur le même thème prononcée à l'assemblée constituante par le professeur Peter Knoepfel paraîtra prochainement dans la "Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht".



Mittellungen • nouvelles • notizie

Die Rubrik „Mittellungen“ soll dem *Hauptzweck der SGP* dienen: dem *Informations- und Erfahrungsaustausch unter den Parlamenten*. Voraussetzung einer gehaltvollen Rubrik „Mittellungen“ ist ein funktionierendes Korrespondentennetz (siehe S. 25/26). Das Korrespondentennetz konnte erst auf den Zeitpunkt des Redaktionsschlusses dieser ersten Nummer „geknüpft“ werden - demzufolge konnten für diese erste Nummer noch nicht zahlreiche Beiträge erwartet werden. Wir stellen uns aber für die Zukunft eine erheblich ausgebaute Rubrik „Mittellungen“ vor.

La rubrique "nouvelles" doit servir le but principal de l'association, à savoir *promouvoir l'échange d'informations et de points de vues* entre les différents parlements. Le bon fonctionnement de cette rubrique reposant sur un réseau de correspondants (voir pages 25 et 26), qui n'a pu être mis sur pied qu'au moment où le premier numéro était déjà sous presse, les contributions n'y sont pas encore très nombreuses. Cette rubrique sera néanmoins appelée à connaître un important développement dans les prochaines éditions.



Bundesversammlung Assemblée fédérale Assemblea federale:

Verfassungsreform

Im Rahmen der Verfassungsreform geben auch die Bestimmungen über Organisation und Verfahren der Bundesversammlung sowie über das Verhältnis von Parlament und Regierung zu Diskussionen Anlass. Botschaft und Verfassungsentwurf des Bundesrates vom 20. November 1996 beschränken sich in diesem Bereich auf eine Nachführung des geltenden Verfassungsrechtes im engsten Sinne des Wortes. Demgegenüber haben die Staatspolitischen Kommissionen (SPK) der Eidg. Räte mit ihrem Zusatzbericht zur Verfassungsreform vom 6. März 1997 verschiedene Vorschläge für eine Anpassung dieser Verfassungsbestimmungen an die heutigen Anforderungen eingebracht. Diese Vorschläge wurden wiederum vom Bundesrat in seiner Stellungnahme vom 9. Juni 1997 zum grösseren Teil abgelehnt.

Die Verfassungskommission des Nationalrates ist an ihrer Sitzung vom 7.-9. Juli 1997 weitgehend den Vorschlägen der SPK gefolgt. Die parlamentarischen Kommissionen erhalten Anspruch auf alle Informationen, die zur Erfüllung ihrer Aufgaben erforderlich sind. Einschränkungen müssen durch das Gesetz bezeichnet werden. Das Recht des Parlamentes, der Regierung Aufträge zu erteilen, soll in der Verfassung verankert werden. Die Bundesversammlung legt die grundlegenden Ziele der Aussenpolitik fest; der Bundesrat besorgt die auswärtigen Angelegenheiten im Rahmen der von der

Bundesverfassung und von der Bundesversammlung festgelegten grundlegenden Ziele.

Die Verfassungskommission des Ständerates ist hingegen im September 1997 der in den oben genannten drei Punkten ablehnenden Stellungnahme des Bundesrates gefolgt.

Beide Verfassungskommissionen stimmten u.a. folgenden Vorschlägen der SPK zu: Streichung des Ausschlusses der Geistlichen aus dem Nationalrat, flexiblere Regelung der Unvereinbarkeiten, Schaffung eines zweiten Vizepräsidiums in beiden Räten, Unterstellung der Parlamentsdienste unter die Bundesversammlung, Einführung eines materiellen Gesetzesbegriffes. Von beiden Kommissionen abgelehnt wurde die Verankerung einer Ombudsstelle in der Verfassung und die Einführung einer ausserordentlichen

Gesamterneuerung des Bundesrates auf Begehren von drei Vierteln der Mitglieder der Bundesversammlung.

Rechtsschutz der Betroffenen im PUK-Verfahren

Nach längerem Hin und Her zwischen den beiden Räten ist am 3. Oktober 1997 eine Revision des Geschäftsverkehrsgesetzes verabschiedet worden, mit der der Rechtsschutz von Personen, gegen welche von einer Parlamentarischen Untersuchungskommission (PUK) Anschuldigungen erhoben werden, verbessert werden soll. Die von der Staatspolitischen Kommission des Nationalrates ausgearbeitete Vorlage vom 17. März 1992 geht auf eine parlamentarische Initiative Bonny vom 14. Dezember 1990 zurück: die parlamentarischen Mühlen mahlen manchmal langsam!

Parlamentarische Einflussnahme auf Leistungsaufträge des Bundesrates

Die Staatspolitischen Kommissionen beider Räte haben am 29. August bzw. am 25. September 1997 ihren Räten Ausführungsbestimmungen in den jeweiligen Ratsreglementen zum Regierungs- und Verwaltungsorganisationsgesetz vom 21. März 1997 unterbreitet. Im Rahmen dieser Gesetzesberatungen wurde der "Auftrag" als neues parlamentarische Instrument verankert. Damit kann die Bundesversammlung dem Bundesrat Richtlinien zur Ausgestaltung eines Leistungsauftrages für ein Bundesamt erteilen.

Detailliertere Auskünfte erteilt gerne: Martin Graf, Sekretär SPK, Parlamentsdienste, 3003 Bern, Tel. 031 322 97 36, Fax 031 322 98 67, E-Mail. martin.graf@pdadmin.ch

Riforma costituzionale

Nel quadro della riforma costituzionale, anche le disposizioni sull'organizzazione e la procedura dell'Assemblea federale nonché sul rapporto tra Parlamento e Governo danno adito a discussioni. Il messaggio e il progetto di Costituzione del Consiglio federale del 20 novembre 1996 si limitano in questo campo a un aggiornamento del diritto costituzionale vigente, nel senso più stretto della parola. D'altra parte, con il loro rapporto supplementare del 6 marzo 1997 relativo alla riforma costituzionale le Commissioni delle istituzioni politiche (CIP) delle Camere federali hanno presentato diverse proposte per un adeguamento di queste disposizioni costituzionali alle esigenze odierne. Queste proposte

sono state però in gran parte respinte dal Consiglio federale nel suo parere del 9 giugno 1997.

La Commissione costituzionale del Consiglio nazionale, nella seduta del 7-9 luglio 1997, ha seguito in ampia misura le proposte delle CIP. Le commissioni parlamentari ottengono così il diritto di ricevere tutte le informazioni necessarie per l'adempimento dei loro compiti. Le limitazioni devono essere indicate dalla legge. Il diritto del Parlamento di conferire mandati al Governo deve essere iscritto nella Costituzione. L'Assemblea federale stabilisce gli obiettivi fondamentali della politica estera; il Consiglio federale sbriga gli affari esteri nel quadro degli obiettivi fondamentali stabiliti dalla Costituzione e dall'Assemblea federale.

Nel settembre 1997 la Commissione costituzionale del Consiglio degli Stati ha per contro seguito nei tre punti surriferiti il parere sfavorevole del Consiglio federale.

Entrambe le Commissioni costituzionali hanno aderito tra l'altro alle seguenti proposte delle CIP: abolizione dell'esclusione degli ecclesiastici dal Consiglio nazionale, disciplinamento più flessibile delle incompatibilità, istituzione di una seconda vicepresidenza in entrambi i Consigli, subordinazione dei servizi del Parlamento all'Assemblea federale, introduzione di una definizione di legge in senso materiale. Sono state invece respinte dalle due Commissioni l'istituzione di un difensore civico e l'introduzione di un rinnovamento globale straordinario del Consiglio federale su domanda dei tre quarti dei membri dell'Assemblea federale.

Protezione giuridica degli interessati nella procedura CPI

Il 3 ottobre 1997, dopo un lungo andirivieni tra le due Camere, è stata licenziata una revisione della legge sui rapporti fra i Consigli, intesa a migliorare la protezione giuridica delle persone che sono oggetto di indagine da parte di una Commissione parlamentare d'inchiesta (CPI). Il progetto del 17 marzo 1992 elaborato dalla Commissione delle istituzioni politiche del Consiglio nazionale risale a un'iniziativa parlamentare Bonny del 14 dicembre 1990: il mulino del Parlamento macina a volte lentamente!

Influsso parlamentare sui mandati di prestazioni del Consiglio federale

Il 29 agosto, rispettivamente il 25 settembre 1997, le Commissioni delle istituzioni politiche hanno

sottoposto ai loro Consigli disposizioni regolamentari di esecuzione della legge del 21 marzo 1997 sull'organizzazione del Governo e dell'Amministrazione. Nel quadro di questi dibattiti sulla legge è stato ancorato il "mandato" quale nuovo strumento parlamentare. Così, l'Assemblea federale può impartire al Consiglio federale direttive per l'elaborazione di un mandato di prestazioni a destinazione di un ufficio federale.

Per informazioni dettagliate rivolgersi a: Martin Graf, segretario CIP, Servizi del Parlamento, 3003 Berna, Tel. 031 322 97 36, Fax 031 322 98 67, E-Mail: martin.graf@pd.admin.ch

Réforme de la constitution

Dans le cadre de la réforme de la constitution, les dispositions concernant l'organisation et la procédure de l'Assemblée fédérale ainsi que le rapport entre le Parlement et le gouvernement sont également au centre des débats. Le message et le projet de constitution du Conseil fédéral du 20 novembre 1996 se limitent dans ce domaine à une mise à jour du droit constitutionnel en vigueur au sens étroit du terme. Les Commissions des institutions politiques (CIP) des Chambres fédérales ont en revanche présenté, dans leur rapport complémentaire du 6 mars 1997 sur la réforme de la constitution, diverses propositions en vue d'une adaptation de ces dispositions constitutionnelles aux exigences actuelles. Ces propositions ont été pour la plupart rejetées par le Conseil fédéral dans son avis du 9 juin 1997.

Lors de sa séance du 7 au 9 juillet 1997, la Commission de la révision constitutionnelle du Conseil national a suivi dans une grande mesure les propositions des CIP. Les commissions parlementaires ont droit à toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de leur tâche, les restrictions en la matière étant définies par la loi. Le droit du Parlement de confier des mandats au gouvernement devra être inscrit dans la constitution. L'Assemblée fédérale fixe les objectifs fondamentaux de la politique extérieure; le Conseil fédéral, quant à lui, gère les affaires étrangères dans le cadre des objectifs fondamentaux fixés par la constitution et par l'Assemblée fédérale.

En septembre 1997, la Commission de la révision constitutionnelle du Conseil des Etats a en revanche suivi l'avis négatif du Conseil fédéral sur les trois points susmentionnés.

Les deux commissions de la révision constitutionnelle ont approuvé les propositions

suivantes des CIP: suppression de l'exclusion des ecclésiastiques du Conseil national, réglementation plus flexible dans le domaine des incompatibilités, création d'une deuxième vice-présidence dans les deux conseils, subordination des Services du Parlement à l'Assemblée fédérale, introduction d'une notion matérielle de loi. Elles ont par contre rejeté l'inscription d'un organe de médiation dans la constitution fédérale et l'introduction d'un renouvellement extraordinaire du Conseil fédéral à la demande de trois quarts des membres de l'Assemblée fédérale.

Protection juridique des personnes impliquées dans une procédure d'enquête parlementaire

A l'issue d'une longue navette entre les deux Chambres, une révision de la loi sur les rapports entre les conseils a été adoptée le 3 octobre 1997. Cette révision devrait permettre d'améliorer la protection juridique des personnes mises en cause dans une procédure d'enquête parlementaire. Le projet élaboré le 17 mars 1992 par la Commission des institutions politiques du Conseil national a été rédigé sur la base d'une initiative parlementaire Bonny du 14 décembre 1990: comme quoi les voies parlementaires sont parfois longues et impénétrables!

Influence du Parlement sur les mandats de prestations du Conseil fédéral

Le 29 août et le 25 septembre 1997, les Commissions des institutions politiques ont soumis à leur conseil respectif l'insertion de nouvelles dispositions d'application de la loi du 21 mars 1997 sur le gouvernement et l'administration dans leurs règlements. Le "mandat" en tant que nouvel instrument parlementaire a été inscrit dans la loi dans le cadre de ces délibérations. L'Assemblée fédérale peut ainsi émettre, à l'intention du Conseil fédéral, des directives concernant l'aménagement d'un mandat de prestations destiné à un office fédéral.

Pour tous renseignements, s'adresser à Martin Graf, secrétaire de la CIP, Services du Parlement, 3003 Berne, tél. 031 322 97 36, fax 031 322 98 67, E-Mail: martin.graf@pd.admin.ch

Kantone • Cantons • Cantoni:



La mise en réseau des hôpitaux de Vaud et Genève n'échappera pas au contrôle démocratique

Le 3 février 1997 entrera dans les annales de la coopération intercantonale. Le mariage des hôpitaux genevois et vaudois sera accompagné d'un mariage interparlementaire. Une convention a été signée à Lausanne qui règle l'approbation du concordat instituant un réseau hospitalo-universitaire lémanique. Non seulement les hôpitaux des deux cantons seront liés, mais aussi les parlements. Une commission interparlementaire examinera point par point les articles du traité qui sera soumis ensuite aux Parlements respectifs à la manière d'une loi.

(24 heures du 4.7.97 et JdG de la même date)



BE:

Parlamentsreform

Verkleinerung des Grossen Rates in Diskussion (Bund, 27.6.1997). Dabei stehen sich SVP und SP gegenüber. Der Streitpunkt liegt nicht im Ausmass der Verkleinerung, sondern ob eine Garantie für Randregionen gesichert werden soll oder nicht (BZ, 1.7.1997).

Neue Verwaltungsführung

Der Grosse Rat führte in der Junisession 1997 eine Diskussion über die bisherigen Erfahrungen und die Perspektiven mit der neuen Verwaltungsführung (NEF 2000). Den Anlass dazu bildeten der regierungsrätliche Zwischenbericht über das Projekt und zwei parlamentarische Vorstösse. Im Zwischenbericht präsentiert der Regierungsrat ein neues Steuerungsmodell NEF SOLL, das nach Abschluss der Versuchsphase in der wirkungsorientierten Führung der bernischen Verwaltung Anwendung finden soll. Nach diesem Modell steuert der Grosse Rat die kantonalen Finanzen, indem er im Rahmen der Budgetbehandlung über die Saldi der laufenden Rechnung, der Investitionsrechnung und der Produktgruppen beschliesst. Der Grosse Rat hat auf Antrag von Geschäftsprüfungs- und Finanzkommission eine Erklärung zum Zwischenbericht gutgeheissen. Die Erklärung weist einige Punkte auf, welche die Arbeit des Parlaments betreffen: das Modell NEF SOLL kann nach Meinung des Grossen Rates weiterbearbeitet werden;

Regierungsrat, Parlament und Aufsichtskommissionen sind stärker als bisher in die Arbeit einzubinden; es sind Verfahren zu schaffen, die eine Beschleunigung der Umsteuerungen im Leistungsbereich möglich machen: dem Grossen Rat sind Vorschläge für neue Instrumente zu unterbreiten, die ein präziseres und zeitgerechteres Einwirken auf den Leistungsbereich erlauben; der Grosse Rat erwartet vom Regierungsrat weitergehende Vorschläge zur Oberaufsicht, der Grosse Rat will aber diesbezüglich auch eigene Überlegungen anstellen usw. Der Grosse Rat verweigerte in derselben Session einer Motion die Zustimmung, welche den finanziellen Rahmen für eine von Politik und Verwaltung unabhängige NPM-Fachgruppe verlangte, die dem Grossen Rat Vorschläge zur Oberaufsicht unterbreiten und die GPK, FIKO und Ratsmitglieder beraten sollte. Hingegen hiess er eine weitere Motion als Postulat gut, welche ein Rahmengesetz zur Verwaltungsreform gefordert hatte.

Eine parlamentarische Kommission ist zurzeit daran, den "Bericht Parlamentseffizienz" eines Expertenteams zu beraten. Der Grosse Rat wird auf der Grundlage des Kommissionsberichtes in der Januarsession 1998 eine Debatte über effizienzsteigernde Massnahmen führen.

Mit zwei Motionen hat der Grosse Rat den Regierungsrat beauftragt, ein neues unabhängiges Finanzaufsichtsorgan zu schaffen, das Regierungsrat und Parlament bei der Wahrnehmung ihrer Aufsichtsfunktionen gleichermassen unterstützt. Eine behördenübergreifende Projektorganisation unter Federführung der Staatskanzlei ist daran, den Auftrag umzusetzen. Es ist geplant, dass der Grosse Rat im März 1998 einen Grundsatzentscheid bezüglich des zu realisierenden Modells fasst. Danach sollen die Rechtsetzungsarbeiten in Angriff genommen werden.

Der Grosse Rat lehnte in der Septembersession 1997 einen Vorstoss ab, der verlangte, dass das Präsidium der Finanzkommission nicht durch ein Mitglied derselben Partei besetzt wird, die den Finanzdirektor bzw. die Finanzdirektorin stellt.

Der Grosse Rat lehnte in der Septembersession 1997 eine Motion ab, die sich mit dem Abstimmungsverfahren bei parlamentarischen Vorstössen befasst. Heute wird bei teilbaren Abstimmungsfragen auf Antrag eines Ratsmitglieds getrennt abgestimmt. Der Motionär forderte, dass eine getrennte Abstimmung über eine teilbare Abstimmungsfrage zusätzlich die Zustimmung der Urheberin bzw. des Urhebers erfordern sollte.

Der Grosse Rat erteilte der GPK in der Septembersession mit der Überweisung einer Motion den Auftrag, eine unabhängige Überprüfung der

Arbeitsvergebungen durch den Kanton Bern durchzuführen.

Detaillierte Auskünfte erteilt Christian Wissmann, Ratssekretär, Postgasse 68, 3000 Bern 8, Tel, 031 633'75'82, Fax 031 633'75'86.



BL:

Der Baselländische Landrat diskutiert, ähnlich wie verschiedene Westschweizer Kantonsparlamente, die Wählbarkeit von Beamten (BaZ, 31.7.1997).



LU:

Projekt "Luzern '99" / Behördenreform

Mit dem Projekt "Luzern'99" will die Regierung bis 1999 die staatlichen Strukturen des Kantons Luzern den aktuellen und den künftigen Bedürfnissen anpassen. Regierung, Parlament und Gemeindebehörden brauchen grösseren politischen und finanziellen Spielraum, um neuen Herausforderungen und Ansprüchen erfolgreich zu begegnen. Das Projekt umfasst eine Gemeinde- und Behördenreform sowie eine Verwaltungsreform.

Unter dem Kapitel "Behördenreform" schlägt die Regierung vor, die Mitgliederzahl des Luzerner Grossen Rates von 170 auf 100 zu reduzieren. Die Regierung argumentiert, dass das politische Gewicht und die Verantwortung des einzelnen Parlamentsmitglieds mit dieser Massnahme erhöht werde. Mit der Verkleinerung des Parlaments - und damit auch der vorberatenden Kommissionen - werde zudem effizientere Ratsarbeit gewährleistet.

Im weiteren regt die Regierung an, die Zahl der Departemente im Kanton Luzern von sieben auf fünf zu reduzieren. Ein kleines Entscheidungsgremium, ausgewogene Departementsgrössen und homogenere Aufgabenzuteilungen versprechen eine effizientere Führung.

Die soeben abgeschlossene Vernehmlassung bei den politischen Parteien hat ergeben, dass die bürgerlichen Parteien einer Verkleinerung des Grossen Rates zustimmen, wobei sie allerdings die Zahl der Ratsmitglieder auf 120 festlegen möchten. Abgelehnt wird die Verkleinerung des Grossen Rates von der SP, vom Grünen Bündnis und von der Freiheitspartei. Die Verkleinerung des Regierungsrates wird von der Liberalen Partei (Freisinnig-Demokratische Partei), der SVP und der Freiheitspartei begrüsst, während die CVP, die SP und das Grüne Bündnis einer solchen Regelung opponieren.

Es ist vorgesehen, die Behördenreform im Frühjahr 1998 im Grossen Rat beraten zu lassen.

Auskünfte erteilt Herr Thomas E. Fueter, Abteilungsleiter des Sekretariats des Grossen Rates Luzern, Staatskanzlei des Kantons Luzern, Bahnhofstrasse 15, Postfach, 6002 Luzern, Tel.: 041 228.51.11, Fax.: 041 228.50.36



AR:

Der Ausserrhoder Kantonsrat diskutiert Massnahmen zur Verbesserung seiner Tätigkeit. Unter vielen Vorschlägen sticht die Idee heraus, eine Stelle für die Parlamentsdienste zu bewilligen (SGT, 10.9.1997).



GR

Delegation des Tiroler Landtages besucht Graubünden

Aus Anlass des 25-Jahr-Jubiläums der Arbeitsgemeinschaft Alpenländer, der auch das österreichische Land Tirol und der Kanton Graubünden angehören, besuchte eine Delegation des Tiroler Landtages am 9. und 10. September 1997 den Bündner Grossen Rat.

Dieses grenzüberschreitende Treffen von Parlamentsmitgliedern diente einerseits dazu, Informationen über die unterschiedlichen Parlamentssysteme in Tirol und Graubünden auszutauschen. Während die Abgeordneten des Tiroler Landtages je nach Funktion Voll- und Teilzeitpensen erfüllen, ist der Bündner Grosse Rat nach wie vor ein reines Milizparlament. Diese Tatsache sowie die unterschiedlichen Regierungsformen in beiden Ländern prägen die Arbeit der Parlamente nachhaltig. Inhaltlich stand das Treffen im Zeichen der Erörterung grenzüberschreitender Fragen, insbesondere der Partnerschaft in der Arbeitsgemeinschaft Alpenländer. Dabei nahmen in der Diskussion der Alpentransit sowie die Berglandwirtschaft prominenten Raum ein. Um die praktische Seite der beiden Themenkreise näher kennen zu lernen, wurden am zweiten Besuchstag Strassensanierungsvorhaben an der San Bernardino-Route sowie ein Bergbauern-Betrieb besichtigt. Beide Delegationen vermochten eine positive Bilanz dieses Treffens zu ziehen.

Der Bündner Grosse Rat hat sich zum Ziel gesetzt, regelmässig Kontakte mit andern Parlamenten im In- und Ausland zu pflegen. In diesem Sinne findet ebenfalls noch in diesem Herbst ein Besuch beim Grossen Rat des Kantons Bern statt.

Detaillierte Auskünfte erteilt: Dr. Claudio Riesen, Kanzleidirektor, Staatskanzlei Graubünden, Tel. 081 257.22.21.



TI

Gran Consiglio ticinese e nuova Costituzione cantonale

Lo scorso 16 ottobre il Gran Consiglio ticinese approvava una nuova Costituzione cantonale, che, se accolta dal popolo il 14 dicembre 1997, sostituirà la vigente del 1830, la più vecchia tra le Costituzioni cantonali. La nuova Costituzione comporta per il legislativo cantonale alcune novità che meritano una segnalazione. Viene confermato l'abbandono del sistema delle sessioni primaverile ed autunnale, dando semplicemente al presidente la competenza di convocare il Gran Consiglio per il regolare svolgimento delle funzioni legislative. Da tempo, infatti, con il crescere dell'attività legislativa, il lavoro del Parlamento si estende sull'arco di tutto l'anno, con riunioni fissate periodicamente. Circa l'esame delle leggi, viene confermata la prassi vigente, secondo la quale le deliberazioni del Gran Consiglio avvengono di regola con un'unica lettura: soltanto se il Consiglio di Stato non ha dato la propria adesione alla legge o al decreto legislativo, il Parlamento procede ad una seconda deliberazione. La possibilità, attualmente contemplata, di sedute a porte chiuse del Gran Consiglio non è più prevista, per lo scrupolo di rispettare una concezione trasparente della democrazia. Un nuovo compito assegnato al Parlamento è l'esame di ricevibilità e proponibilità delle iniziative popolari in materia legislativa e di revisione costituzionale parziale (conformità al diritto superiore, unità della forma e della materia, attuabilità). È previsto che quest'esame avvenga una volta accertato il raggiungimento del numero di firme necessario per la riuscita della domanda di iniziativa. Nuove competenze del Gran Consiglio sono: l'elezione dei giudici del Tribunale d'appello, dei pretori e dei giurati cantonali, sicché al popolo rimane solo l'elezione dei giudici di pace; la destituzione di un membro del Consiglio di Stato che venisse a trovarsi in condizione di ineleggibilità, per una condanna alla pena di reclusione o di detenzione per crimini o delitti contrari alla dignità della carica; il diritto di iniziativa in materia di revisione parziale della Costituzione, mentre che ora il Parlamento cantonale può esercitare solo il diritto di iniziativa per la revisione totale della Costituzione.

Per informazioni dettagliate rivolgersi a: Rodolfo Schnyder, segretario del Gran Consiglio, Palazzo governativo, 6501 Bellinzona, Tel. 091 804.43.25

Gemeinden • communes • comuni



Stadt Bern:

Die Spezialkommission zur Totalrevision der Gemeindeordnung hat entschieden, dass die verfassungsrechtliche Regelung des Job-Sharings für Gemeinderatssitze aufgenommen wird. Eine Verkleinerung des Stadtrates auf 60 Personen wurde hingegen klar abgelehnt (BZ, 4.7.1997).



Gemeinde Köniz

Qualifiziertes Mehr

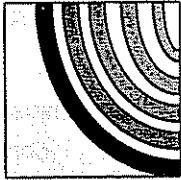
Im Dezember behandelt der Grosse Gemeinderat eine Botschaft an die Stimmberechtigten betreffend die Einführung des qualifizierten Mehrs für Beschlüsse der Exekutive und Legislative über Stellenbeschaffungen und Kreditvorlagen. Auslöser für die Ausarbeitung der Botschaft war eine Motion der FDP betreffend „Ausgabenbremse“ vom 4. Mai 1995. Das Parlament hat entgegen der ausdrücklich ablehnenden Haltung der Exekutive die Motion mit 21 zu 16 Stimmen für erheblich erklärt. Damit muss der Gemeinderat eine Vorlage nach spätestens 2 Jahren vor das Volk bringen, was in Bälde der Fall ist.

Das Amt für Gemeinden und Raumordnung des Kantons Bern kam in seiner Vorprüfung der Motion zum Schluss, dass ein solch gravierender Eingriff einer echten Widerspiegelung der Volksinteressen in repräsentativen Demokratien mit im Proporz gewählten Parlamenten eigentlich entgegenstehe.

Einer Verankerung dieser Einschränkungen in der Gemeindeordnung für Beschlüsse des Grossen Gemeinderates steht jedoch nichts mehr entgegen. Aus rechtlichen Gründen ist es aber nicht möglich, die Forderung der Motion bezüglich der Beschlüsse des Gemeinderats einzuführen, da das Gemeindegesez des Kantons Bern in Art. 103 zwingend vorschreibt, dass für die Beschlussfassung in Gemeinderäten das absolute Mehr der Stimmenden entscheide.

Der Gemeinderat sieht sich also gezwungen, eine Vorlage vorzubringen, welcher er ablehnend gegenübersteht.

Detaillierte Auskünfte erteilt: Matthias Burkhalter, Ratssekretär des Grossen Gemeinderats Köniz, Ratssekretariat, Schwarzenburgstr. 236, Postfach 763, 3098 Köniz, Tel.: 031 970.92.04, Fax.: 031 970.92.17



Statistisches Amt der Stadt Bern:

Die Untersuchung der Gemeinderatswahlen 1996 hat ergeben, dass bei den jüngeren WählerInnen die Stimmbeteiligung der Frauen höher war als diejenige der männlichen Wahlberechtigten. Weiter wurde festgestellt, dass ältere Männer und im Allgemeinen die weiblichen Wahlberechtigten aktiver an den Wahlen teilnehmen als die anderen Bevölkerungsteile. (BZ, 7.8.1997)

Mitteilung der Schweizerischen Gesellschaft für Gesetzgebung

„Gesetzgebung heute“ (LeGes), das Organ der Schweizerischen Gesellschaft für Gesetzgebung wird sich in den nächsten Nummern mit folgenden Themen befassen:

Die Nummer 97/3 bespricht das Thema Evaluation; ein Dossier, welches das Bulletin SGP aus der Sicht der Parlamente 1998 vertiefen wird.

Die 98/1-Nummer von „LeGes“ wird sich mit der Frage der Sprache im Gesetzgebungsprozess befassen.

Die Ausgabe 98/2 ist dem Thema Deregulierung gewidmet.

Bibliographische Angaben zu NPM • Notes

bibliographiques au sujet de NPM • Note

bibliografiche concernenti il NPM

Arn, Daniel (1995). Organisationsrecht und New Public Management. Ein Beitrag aus kommunaler Sicht. In: Hablützel, Peter, Theo Haldemann, Kuno Schedler und Karl Schwaar (Hrsg.). Umbruch in Politik und Verwaltung. Ansichten und Erfahrungen zum NPM in der Schweiz. Bern: Paul Haupt.

Arn, Daniel, U. Seewer, A. K. Studer und U. Studer (1995). Die Gemeinde: ein neuzeitliches Dienstleistungsunternehmen. Eine praktische Einführung in die Umsetzung des New Public Managements (NPM) in bernischen Gemeinden - ein Werkstattbericht.

Bern, Neue Stadtverwaltung (1994). Mögliche Ausgestaltung eines modernen Verwaltungsmanagements in der Stadt Bern.

Bolz, Urs und Ulrich Klöti (1996). Parlamentarisches Steuern neu erfinden? NPM-Steuerung durch die Bundesversammlung im Rahmen des New Public Managements (NPM) - Ein Diskussionsbeitrag. In: Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht, ZBI 1996, S. 145 ff.

Delwing, Dieter und Hans Windlin (1996). 'New Public Management': Kritische Analyse aus staatsrechtlicher und staatspolitischer Sicht. In: Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht, ZBI 1996, S. 183 ff.

Finger, M., S. Pravato et E. Rossiaud (1996). Le New Public Management: une première étape dans la transformation des organisations de services publiques. Revue Suisse de Science Politique. Numéro thématique. La réforme des institutions.

Frey, René L. (1995). New Public Management und Finanzausgleich. In: Hablützel, Peter, Theo Haldemann, Kuno Schedler und Karl Schwaar (Hrsg.). Umbruch in Politik und Verwaltung. Ansichten und Erfahrungen zum NPM in der Schweiz. Bern: Paul Haupt.

Germann, Raimund E. (1995). Verwaltungsmodernisierung in der Schweiz. In: Hablützel, Peter et al. (Hrsg.). Umbruch in Politik und Verwaltung. Ansichten und Erfahrungen zum New Public Management in der Schweiz. Bern: Paul Haupt. S. 81-95.

Hablützel, Peter, Theo Haldemann, Kuno Schedler und Karl Schwaar (Hrsg.) (1995). Umbruch in Politik und Verwaltung. Ansichten und Erfahrungen zum NPM in der Schweiz. Bern: Paul Haupt.

Haldemann, Theo (1995). NPM: ein neues Konzept für die Verwaltungsführung des Bundes? Schriftenreihe des Eidg. Personalamtes Bd1. Bern: EDMZ.

KGSt (1992). Wege zum Dienstleistungsunternehmen Kommunalverwaltung. Fallstudie Tilburg, Bericht Nr. 19. Köln.

Klöti, Ulrich (1995). "Auswirkungen" des New Public Managements auf den Föderalismus. In: Hablützel, Peter, Theo Haldemann, Kuno Schedler und Karl Schwaar (Hrsg.). Umbruch in Politik und Verwaltung. Ansichten und Erfahrungen zum NPM in der Schweiz. Bern: Paul Haupt.

Knoepfel, Peter (1995). New Public Management: Vorprogrammierte Enttäuschung oder

politische Flurschäden - eine Kritik aus Sicht der Politikanalyse. In: Hablützel, Peter, Theo Haldemann, Kuno Schedler und Karl Schwaar (Hrsg.). Umbruch in Politik und Verwaltung. Ansichten und Erfahrungen zum NPM in der Schweiz. Bern: Paul Haupt.

König, Klaus, Joachim Beck (1997): Modernisierung von Staat und Verwaltung: zum neuen öffentlichen Management, Nomos: Baden-Baden.

Mastronardi, Philippe (1995). New Public Management im Dienste der Leistungsverwaltung. Rechtsstaat und Demokratie als Gegenkräfte? NZZ vom 6. Dez. 1995.

Mastronardi, Philippe (1995). Staatsrecht und Verwaltungsorganisation. Reflexionen am Beispiel des New Public Managements. In: Aktuelle Juristische Praxis, AJP 1995, S. 1541 ff.

Müller, Bruno und Peter Tschanz (1995). Das Projekt "Neue Stadtverwaltung Bern": Vorgehen und Bedeutung der weichen Faktoren. In: Hablützel, Peter, Theo Haldemann, Kuno Schedler und Karl Schwaar (Hrsg.). Umbruch in Politik und Verwaltung. Ansichten und Erfahrungen zum NPM in der Schweiz. Bern: Paul Haupt.

Naschold, Frieder (1994). Modernisierung des Staates. Zur Ordnungs- und Innovationspolitik des öffentlichen Sektors. 2. Aufl. Berlin: Sigma.

Osborne, David E. and Ted Gaebler (1994). Reinventing government: how the entrepreneurial spirit ist transforming the public sector. Menlo Park California: Addison Wesley.

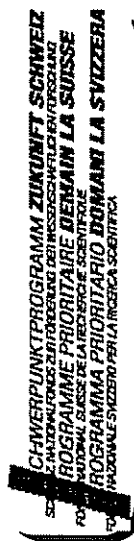
Richli, Paul (1996). Öffentliches Dienstrecht im Zeichen des New Public Management. Bern: Stämpfli + Cie.

Rickenbacher, Iwan (1995). New Public Management aus der Sicht der Politik. In: Hablützel, Peter, Theo Haldemann, Kuno Schedler und Karl Schwaar (Hrsg.). Umbruch in Politik und Verwaltung. Ansichten und Erfahrungen zum NPM in der Schweiz. Bern: Paul Haupt.

Schedler, Kuno (1995). Ansätze einer wirkungsorientierten Verwaltungsführung. Bern: Paul Haupt.

Seewer, Ulrich (1995). Probleme und Chancen des New Public Management (NPM) in kleinen und mittleren Gemeinden des Kantons Bern. In: Hablützel, Peter, Theo Haldemann, Kuno Schedler und Karl Schwaar (Hrsg.). Umbruch in Politik und Verwaltung. Ansichten und Erfahrungen zum NPM in der Schweiz. Bern: Paul Haupt.

Walsh, Kieron (1995). Public services and market mechanisms: competition, contracting, and the New Public Management. London: Macmillan.



Gemeindereformen • réformes communales • Riforme comunali

Im Rahmen des Schwerpunktprogramms „Zukunft Schweiz“ hat der Schweizerische Nationalfonds Mittel zur Untersuchung und Erfassung von Reformprozessen auf Gemeindeebene einer Forschergruppe zur Verfügung gestellt. Ein Teil des Forschungsprojekts besteht daraus, eine Internet-Datenbank aufzubauen, welche unentgeltlich für Internet- Benutzer und Benutzerinnen zu benutzen ist.

Die Datenbank, welche sich zur Zeit im Aufbau befindet, wird alle Reformprojekte in der Schweiz systematisch und professionell erfassen. Die Eingaben werden regelmässig aktualisiert. Die Adresse der homepage lautet:

[http:// www.iop.unibe.ch/npm.htm](http://www.iop.unibe.ch/npm.htm)

● Le Fonds National pour la recherche a octroyé des moyens dans le cadre du programme prioritaire „demain la Suisse“ à un groupe de scientifiques pour l'analyse des projets de réformes dans les communes. Une partie du projet „Gemeindereformen“ consiste a établir une banque de données qui peut être consultée via le Web. Cette banque de données comprendra tous les projets de réforme et sera actualisée régulièrement. L'adresse de la homepage du projet est:

[http:// www.iop.unibe.ch/npm.htm](http://www.iop.unibe.ch/npm.htm)

● Nell'ambito del programma prioritario "Futuro Svizzera" il Fondo nazionale svizzero ha stanziato fondi a un gruppo di ricercatori per l'analisi di progetti di riforme nei Comuni. Una parte del progetto "Riforme comunali" è volta a realizzare una banca-dati che può essere consultata a titolo gratuito via Internet. Siffatta banca-dati includerà in modo sistematico e professionale tutti i progetti di riforma e sarà aggiornata regolarmente. L'indirizzo della homepage è il seguente:

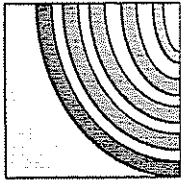
[http:// www.iop.unibe.ch/npm.htm](http://www.iop.unibe.ch/npm.htm)

• **Links im Bereich Öffentliche Verwaltung • Adresses électroniques dans le domaine de l'administration publique • Indirizzi elettronici nel contesto dell'amministrazione pubblica**



Schweizer Seiten • Pages en Suisse • Pagine in Svizzera:

- Bundesverwaltung:
[http://www.admin.ch/Reform der Bundesverfassung](http://www.admin.ch/Reform%20der%20Bundesverfassung)
<http://www.unil.ch/isdc/const/>
- AHV:
<http://www.admin.ch/zas/ENHOME.H>
TML
- Bundesamt für Statistik: <http://www.admin.ch/bfs/>
- Institut für Finanzwirtschaft und Finanzrecht St. Gallen: <http://www.unisg.ch/~iff/index.html>
- Gemeindestudien Uni Zürich:
<http://www.unizh.ch/~gemeinde/>
- **Internationale Regierungs- und Forschungsseiten • Pages internationales gouvernementales et de recherche • Pagine internazionali governative e di ricerca**
- USA: National Performance Review:
<http://www.npr.gov/>
- USA: Office of Governmentwide Policy:
<http://www.itpolicy.gsa.gov/mkm/pathways/pathways.htm>
- Grossbritannien: Government Information Service:
<http://www.open.gov.uk/index.htm>
- Europäische Union: <http://europa.eu.int/index.htm>.
- International Public Management Journal:
<http://www.willamette.org/ipmn/research/journal/index.html>
- Kommunale Gemeinschaftsstelle KGSt:
<http://www.kgst-impulse.de/>
- Carl Bertelsmann Stiftung:
<http://www.stiftung.bertelsmann.de/index.htm>
- Working with Benchmarks:
<http://www.innovations.gov.au/benchmark.htm>
- Benchmark Library: <ftp://ftp.fedworld.gov/pub/npr-bnch/npr-bnch.htm>



Brains and more....Portraits

NAME: Christine Rustichelli

BERUF: Ratssekretärin des Bieler Stadtrates

KONTAKTADRESSE: Ratssekretariat des Stadtrates
Frau Ch. Rustichelli,
Ratssekretärin
Mühlebrücke 5a
2502 Biel

MM: Madame Rustichelli, quelles sont, d'après vous, les fonctions les plus importantes d'un parlement?

C. Rustichelli:

Le parlement a pour fonction première d'être le trait d'union entre l'Exécutif et le peuple. Il doit ainsi tenir compte des aspirations de ce dernier.

En Ville de Bienne, se pose par exemple le problème de satisfaire les intérêts de la majorité alémanique et de la minorité romande. Bien que l'Exécutif doive respecter ce principe, le Législatif veillera à ce que cela soit concrétisé.

MM: Quelles sont vos attentes par rapport à SSQP?

C. Rustichelli:

D'une manière générale, la SSQP permettra, je l'espère, un échange d'informations tant sur les objets traités par les parlements que sur la manière de travailler au sein des secrétariats des législatifs. En outre, la SSQP devrait donner l'occasion de nouer des contacts au niveau suisse.

MM: Bienne est une ville bilingue, quelles sont les conséquences et chances de cette donnée pour un parlement?

C. Rustichelli:

Les conséquences les plus importantes consistent dans le fait que chacun s'exprime au parlement biennois dans sa langue maternelle, ce qui signifie pour les Suisses alémaniques de pouvoir s'exprimer en dialecte. Dans la mesure où aucune traduction simultanée n'existe, cela présuppose la compréhension des deux langues. Il est également nécessaire que chaque rapport soumis au législatif soit disponible en français et en allemand.



Une autre conséquence du bilinguisme est peut-être que tant la partie romande, que la partie alémanique de la Suisse ont de la peine à s'identifier à la région biennoise, chacun ayant l'impression qu'elle appartient à l'autre communauté linguistique.

Un parlement bilingue est à mon sens une chance, chance que deux cultures se côtoient, se mélangent et se complètent. L'approche des dossiers et des problèmes doit ainsi se faire de manière plus différenciée.

MM: Bienne et ses partenaires attendent l'EXPO 2001. Quelles est l'atmosphère au sein du parlement de la Ville?

C. Rustichelli:

Traité en septembre 1996 au Conseil de ville, l'objet a suscité beaucoup de discussions, dans la mesure où Bienne est la seule ville où le peuple a dû se prononcer. Il s'agissait en effet de présenter un message attractif, tout en restant informatif.

L'approbation du peuple a confirmé le Conseil de ville dans son choix. Il attend aujourd'hui avec impatience l'EXPO 2001 qui devrait donner une impulsion particulière à la région tout entière.



Korrespondenten und Korrespondentinnen • correspondents et correspondentes • corrispondenti

- Bundesversammlung:** Martin Graf, Sekretär der Staatspolitischen Kommissionen, Parlamentsdienste, 3003 Bern, Tel.: 031 322.97.36, Fax.: 031 322.98.67, e-mail: Martin.Graf@pd.admin.ch
- Kantone / Cantons / Cantoni:**
- Kantonsrat Zürich:** Peter Vögeli, Parlamentsdienste Kantonsrat Zürich, 8090 Zürich, Tel.: 01 259.20.11, Fax.: 01 259.20.43, e-mail: Peter.Voegeli@zh.ch
- Grosser Rat Bern/ Grand Conseil Berne:** Christian Wissmann, Ratssekretär, Sekretariat des Grossen Rates des Kantons Bern, Postgasse 70/72, 3000 Bern 8, Tel.: 031 633.75.80/81, Fax.: 031 633.75.88.
- Grosser Rat Luzern:** Thomas E. Fueter, Abteilungsleiter Sekretariat des Grossen Rates Luzern, Staatskanzlei des Kantons Luzern, Bahnhofstrasse 15, Postfach, 6002 Luzern, Tel.: 041 228.51.11, Fax.: 041 228.50.36.
- Landrat Uri:** Dr. iur. Peter Huber, Kanzleidirektor, Standeskanzlei, 6460 Altdorf, Tel.: 041 875.20.07.
- Kantonsrat Schwyz:** Peter Gander, Staatsschreiber, Staatskanzlei, 6431 Schwyz, Tel. 041 819.11.24, Fax 041 819.26.19.
- Kantonsrat Obwalden:** Urs Wallimann, Landschreiber, Staatskanzlei, 6060 Sarnen, Tel.: 041 666.62.03.
- Landrat Nidwalden:** Hugo Murer, Landschreiber, Landratsbüro, Postfach 1263, 6371 Stans, Tel.: 041 618.79.02, Fax.: 041 618.79.11.
- Landrat Glarus:** Dr. Jakob Brauchli, Ratsschreiber, Regierungskanzlei des Kantons Glarus, 8750 Glarus, Tel.: 055 646.69.61, Fax.: 055 646.32.19.
- Kantonsrat Zug:** Dr. Hans Windlin, Landschreiber, Postfach 156, 6301 Zug, Tel. 041 728.33.11, Fax 041 728.37.01.
- Grand Conseil Fribourg/ Grosser Rat Freiburg:** Gérard Vaucher, Vice-chancelier et 2^{ème} secrétaire du Grand Conseil, Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg, Tel.: 026 305.10.45, Fax.: 026 305.10.48.
- Kantonsrat Solothurn:** Fritz Brechbühl, Sekretär des Kantonsrates, Rathaus, 4500 Solothurn, Tel.: 032 627.20.79, e-mail: fritz.brechbuehl@aio.ktso.ch.
- Landrat Basel-Landschaft:** Walter Mundschin, Landschreiber, Landeskanzlei Basel-Landschaft, Rathausstrasse 2, 4410 Liestal, Tel.: 061 925.50.01, Fax.: 061 925.69.65.
- Grosser Rat Schaffhausen:** Erna Frattini, Grossratssekretärin, Rathaus, 8201 Schaffhausen, Tel.: 052 632.73.63.
- Kantonsrat Appenzell-I.Rh.:** Franz Breitenmoser, Ratsschreiber, Rathaus Marktgasse 2, 9050 Appenzell, Tel.: 071 788.93.11, Fax.: 071 788.93.39.
- Kantonsrat Appenzell-A.Rh.:** Hans-Jürg Schär, Ratsschreiber, Kantonskanzlei, 9102 Herisau, Tel.: 071 353.68.60, Fax.: 071 352.12.77.
- Grosser Rat St.Gallen:** Georg Wanner, Leiter Rechtsdienst, Staatskanzlei, Regierungsgebäude, Postfach, 9001 St. Gallen, Tel.: 071 229.32.56, Fax.: 071 229.39.55.
- Grosser Rat Graubünden:** Dr. Claudio Riesen, Kanzleidirektor, Staatskanzlei Graubünden, Tel.: 081 257.22.21, Fax.: 081 257.21.41.
- Grosser Rat Aargau:** Adrian Schmid, Regierungsgebäude, 5001 Aarau, Tel.: 062/835 12 42.
- Grosser Rat Thurgau:** Paul Roth, Leiter Grossratskanzlei, Regierungsgebäude, 8510 Frauenfeld, Tel. 052 724.23.49, Fax 052 724.29.58.
- Gran Consiglio Ticino:** Rodolfo Schnyder, Segretario del Gran Consiglio, Palazzo governativo, 6501 Bellinzona, Tel.: 091 804.43.25.

- | **Grand Conseil Vaud:** Marianne Brélaz, Vice-chancelier d'état, Secrétariat du Grand Conseil, Place du Château 6, 1014 Lausanne, Tel.: 021 316.40.10.
- | **Grand Conseil Valais/ Grosse Rat Wallis:** Fernande Melly-Fux, secrétaire permanente du Grand Conseil VS, 1951 Sion, Tel.: 027 606.21.85.
- | **Grand Conseil Neuchâtel:** Janelise Kuffer, Secrétaire du Grand Conseil, Services du Grand Conseil, Château, 2001 Neuchâtel, Tel.: 032 889.40.15.
- | **Grand Conseil Genève:** Myriam Boussina Mercille, Sautier du Grand Conseil, Rue de l'Hôtel-de-Ville 2, 1211 Genève 3, Tél. 022 319.22.07.
- | **Parlement Jura:** Jean-Claude Montavon, Vice-chancelier d'Etat, Parlement de la République et canton du Jura, 2, rue du 24 septembre, 2800 Delémont, Tel.: 032 421.52.21, Fax.: 032 421.54.90.

| **Städte und Gemeinden / Villes et communes / Città e comuni:**

- | **Stadt Baden:** lic. jur. Heinz Herrmann, Stadtschreiber, Rathausgasse 1, 5400 Baden, Tel.: 056 200.82.04.
- | **Stadt Bern:** Irène van Stuijvenberg, Stadtschreiberin, Ratssekretariat des Stadtrates Bern, Junkerngasse 47, Postfach, 3000 Bern 8, Tel.: 031 321.60.66.
- | **Stadt Biel:** Christine Rustichelli, Ratssekretärin, Ratssekretariat des Stadtrates, Mühlebrücke 5a, 2502 Biel, Tel.: 032 326.11.71, Fax.: 032 326.11.92.
- | **Landschaft Davos:** Karl Mattle, Landschreiber, Rathaus, 7270 Davos Platz, Tel.: 081 414.32.22, Fax.: 081 414.32.19.
- | **Gemeinde Dietikon:** lic.iur. Thomas Furger, Stadtschreiber, Bremgartnerstrasse 22, 8953 Dietikon, Tel.: 01 744.36.30.
- | **Stadt Frauenfeld:** Jost Kuoni, Stadtschreiber-Stellvertreter, Stadtkanzlei Frauenfeld Rathaus, 8500 Frauenfeld, Tel.: 052 724.52.16.
- | **Gemeinde Kloten:** Alice M. Aeberhard, Ratssekretärin, Stadtverwaltung Kloten, 8302 Kloten, Tel.: 01 815.12.90.
- | **Gemeinde Köniz:** Matthias Burkhalter, Ratssekretär, Grosse Gemeinderat Köniz, Ratssekretariat, Schwarzenburgstr. 236, Postfach 763, 3098 Köniz, Tel.: 031 970.92.04, Fax.: 031 970.92.17.
- | **Ville de Lausanne:** François Pasche, Secrétaire municipal, Hotel de Ville, CP 3280, 1002 Lausanne, Tel.: 021 315.22.10, Fax.: 021 315.20.03.
- | **Stadt Luzern:** Toni Göpfert, Stadtschreiber, Hirschengraben 17, 6002 Luzern, Tel.: 041 208.82.13.
- | **Gemeinde Opfikon:** Roger Würsch, Ratssekretär, Stadtverwaltung Opfikon, Oberhausstrasse, 8152 Glattbrugg, Tel.: 01 829.82.27.
- | **Stadt Thun:** Remo Berlinger, Vize-Stadtschreiber, Rathaus, 3602 Thun, Tel.: 033 225.82.17.
- | **Stadt Winterthur:** Dr.iur. Peter Saile, Stadtschreiber, Stadthaus, 8408 Winterthur, Tel.: 052 267.51.21.
- | **Stadt Zug:** Dr. phil. Albert Müller, Stadtschreiber, Stadthaus, 6301 Zug, Tel.: 041 728.21.02.
- | **Stadt Zürich:** Enrico Lorenzetti, Leiter Gemeindekanzlei, Stadthaus, 8022 Zürich, Tel.: 01 216.31.10, Fax.: 01 216.31.12.



Evaluation

Sehr geehrte Leser und Leserinnen

Der Redaktor und die Redaktionsgruppe möchten Ihnen mit dem Mitteilungsblatt ein informatives und dienstleistungsorientiertes Produkt anbieten. Wir sind für Vorschläge inhaltlicher oder auch anderer Art immer empfänglich. Mit dieser Antwortkarte können Sie uns ein Feedback geben und uns Wünsche und Vorschläge zusenden. Danke

Chers lecteurs, Chères lectrices

le rédacteur et le groupe de rédaction voudraient vous mettre a disposition un bulletin informatif et utile. Nous sommes ouverts pour toute proposition à tout temps. Avec cette carte-réponse vous pouvez nous donner un feed-back et nous faire savoir votre avis, vos souhaits et attentes. Merci

Cari lettori,

il redattore e il gruppo redazionale desiderano offrirvi un bollettino utile e informativo. Siamo a completa disposizione per eventuali proposte a livello di contenuto o di altro genere. Con questa cartolina-risposta potrete darci un feedback ed esprimerci i vostri auspici e le vostre proposte. Grazie.

Erscheinungsbild • graphisme • grafismo

- sehr gut • très bien • eccellente
- gut • bien • buono
- schlecht • mauvais • negativo
- sehr schlecht • très mauvais • molto negativo

Inhalt • contenu • contenuto

- sehr interessant • très intéressant • molto interessante
- interessant • intéressant • interessante
- langweilig • ennuyeux • noioso
- nicht interessant • inintéressant • non interessante

Wünsche • souhaits • desideri

Vorschläge • propositions • proposte



Umfrage • sondage • sondaggio

Sehr geehrte Leser und Leserinnen

Damit sich Vorstand, Redaktionsgruppe und Redaktor ein Bild Ihrer Erwartungen an die SGP machen können, bitten wir Sie, folgende Frage in Stichworten zu beantworten. Die eingegangenen Antworten werden anonymisiert und nehmen an einem kleinen Wettbewerb teil - zu gewinnen gibt es ein Exemplar des Handbuches zu kantonalen Wahlen und Abstimmungen, welches in Kürze erscheint. Bei der Analyse Ihrer Antworten wird das sogenannte Free List-Verfahren in einer Netzwerkanalyse verwendet.

Bitte nennen Sie in Stichworten Ihre Erwartungen an die SGP:

Cher lecteurs, chère lectrice

afin que le comité central, le groupe de rédaction et le rédacteur puissent se faire une image de vos attentes envers l'SSQP, nous vous prions de bien vouloir répondre en mots à la question qui suit. Les réponses seront anonymisées et prennent part à un concours. Le prix est un exemplaire du manuel des élections et votations cantonales, qui paraîtra en printemps prochain. Vos réponses seront analysées à l'aide de la méthode free-list dans le cadre d'une analyse de réseaux.

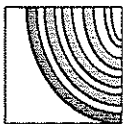
Faites une liste de mots qui correspondent à vos attentes envers l'SSQP:

Cari lettori,

affinché il comitato centrale possa farsi un'immagine delle vostre aspettative nei confronti dell'SSQP, vi invitiamo a rispondere succintamente alla domanda seguente. Le risposte saranno rese anonime e parteciperanno a un piccolo concorso. Il relativo premio consiste in un esemplare del manuale concernente i dati delle elezioni e votazioni cantonali, la cui pubblicazione avverrà nella primavera prossima. Le vostre risposte saranno analizzate sulla base del metodo free-list nel contesto di un'analisi di rete.

Esprimete le vostre aspettative nei confronti dell'SSQP mediante una lista di termini:





Letztes Bild, eine Geschichte

dernière image, une histoire • ultima immagine, una storia

Es gibt im Solothurner Kantonsrat eine Kantonsrätin der Grünen, die gelegentlich ein Kleinkind (mit einer Begleitperson) mit nach Solothurn bringt. Der leere Kinderwagen bleibt unbeaufsichtigt stehen. Dieser Kinderwagen ist im vergangenen Sommer abhanden gekommen (vermutlich gestohlen). Gleichzeitig war bekannt, dass ein anderes Mitglied des Kantonsrates, Kurt Fluri (FdP), gleichzeitig Stadtpräsident von Solothurn, Vaterfreunden entgegenschau. Bald kursierten Sprüche, dass er nicht nur im politischen, sondern auch im persönlichen Bereich rigoros den Rotstift angesetzt habe und die Kosten für einen Kinderwagen eben sparen wolle. Im Nachhinein musste allerdings festgestellt werden, dass der Schuss für Herrn Fluri nach hinten los gegangen wäre, falls er den Kinderwagen behändigt hätte (was er selbstverständlich nicht hat), denn er wurde kurze Zeit später Vater von Zwillingen (2 Töchter).

bitte frankieren

Schweizerische Gesellschaft für Parlamentsfragen
Société suisse pour les questions parlementaires
Società svizzera per le questioni parlamentari
Sekretariat SPK
Parlamentsdienste
3003 Bern



Anmeldungen und Bestellungen

bulletin d'inscription • bollettino d'iscrizione

bitte frankieren

- Ich beantrage die Mitgliedschaft als Einzel-/ Kollektivmitglied (bitte Zutreffendes unterstreichen) bei der SGP
- Je demande à être admis comme membre individuel / collectif (souligner le statut choisi) de la SSQP
- Chiedo di essere ammesso come membro singolo / collettivo (sottolineare lo statuto scelto) della SSQP

Name/nom/nome:

Adresse/indirizzo:

Tel./Fax/e-mail:

Ich bestelle ___ Exemplare des Bull.SGP Nr. ___; Jg. ___

Schweizerische Gesellschaft für Parlamentsfragen
Société suisse pour les questions parlementaires
Società svizzera per le questioni parlamentari
Sekretariat SPK
Parlamentsdienste
3003 Bern



